

Le syndicalisme étudiant : pluralisme et revendications ¹

Momar-Coumba Diop

Les raisons d'un long silence

Une littérature importante a été consacrée à la crise qui frappe le continent africain. Cependant, peu de travaux de qualité sont disponibles sur son impact sur les bureaucraties politiques et syndicales, les mécanismes de la domination et les mouvements sociaux qui se sont signalés dans les années 1980 par des actions particulièrement violentes. Or, comme l'a si bien indiqué M. Mamdani (1990 : 3), la crise africaine est aussi celle des organisations et mouvements populaires. En effet, malgré les certitudes affichées depuis les indépendances africaines et faisant de la classe ouvrière ou des paysanneries (cf. Dieng 1985 : 112-17) le sujet des transformations historiques, aucun de ces groupes supposés stratégiques n'a réussi à s'imposer comme "le sujet véritable de l'histoire africaine" ².

La crise africaine est surtout celle des intellectuels radicaux qui se sont opposés dans les années 1960 à la volonté d'intégration des États. Ces intellectuels déplorent aujourd'hui les ravages des régimes qu'ils n'hésitent pas à qualifier de "mystificateurs". Les difficultés des régimes "socialistes" et les modifications notées dans les relations internationales ont accentué la marginalisation des radicaux désormais privés de la tutelle des pays de l'Est et sevrés des paradigmes rassurants des années 1960. Parallèlement à ce processus, on note des mutations au sein de la gauche social-démocrate européenne qui dominait les bureaucraties de la production culturelle consommée par les intellectuels africains. En grande partie, elle accepte désormais les thèses néo-libérales. Ces phénomènes s'accompagnent d'une modification des relations entre les intellectuels et les organismes d'aide occidentale, particulièrement nord américains, qui, en mettant à la disposition de l'intelligentsia les ressources que l'État lui refuse, participent, par un effet subtil de cooptation et de /p. 432/ corruption, à désamorcer la charge conflictuelle de l'anti-occidentalisme et à recentrer la critique sur les élites politiques locales.

Les donateurs accentuent la tendance pro-occidentale, y compris au sein des intellectuels de gauche, en échange d'une survie financière qui devient une sorte de protection politique pour résister à l'État et refuser le système de la corruption locale. J. Petras (1990) a bien expliqué ce processus dans son analyse magistrale de la "métamorphose" des intellectuels latino-américains. La conversion de certains intellectuels radicaux est une donnée majeure du contexte politique africain. Elle emprunte des trajectoires sophistiquées qui cachent une réalité qui n'a pas échappé à la vigilance d'Issa Shivji :

Le radical en Afrique, qu'il soit logique ou non a toujours adopté une attitude de comprador plutôt que de libéral ou de révolutionnaire dans les théories et points de vue qu'il adopte (Shivji 1989 : 12).

On observe une modification de la place des radicaux au sein du réseau des relations politiques et des forces extérieures qui orientent le développement. Elle affecte les paradigmes de la modernisation sociale mais aussi et surtout de l'ouvriérisme et de la "paysannisation".

Les paradigmes privilégiant le rôle historique d'un segment des couches populaires au détriment des autres ont, pendant longtemps, eu un impact certain sur l'étude des mouvements sociaux. En effet, c'est en raison de leur puissance que peu d'études ont été consacrées aux groupes sociaux,

¹ *Je tiens à remercier Ibrahima Thioub, Ousseynou Faye, Djibril Samb, René Collignon, Babacar Fall Baker, pour leurs critiques et suggestions.

² /p. 473/ M. Mamdani, T. Mkandawire, W. Dia-Wamba (1988).

particulièrement aux étudiants, qui ont activement participé aux entreprises de détotalisation notées depuis les “indépendances” dans la plupart des pays africains. Parallèlement à l’effondrement de ces paradigmes, on remarque, malgré leur volonté de détruire les possibilités offertes aux populations de s’organiser elles mêmes, que les États sont confrontés à des mouvements populaires qui contournent l’espace du jeu politique des classes dirigeantes. C’est à la lumière de ces changements que de nouvelles voies de recherches se dessinent qui accordent de plus en plus d’importance aux étudiants. La fin des années 1980 coïncide avec la réhabilitation théorique des étudiants³. Dans beaucoup de pays africains, ils ont favorisé l’éclatement des systèmes de contrôle social et politique faisant ainsi l’objet d’une attention soutenue. Le radicalisme étudiant se révèle être un terrain d’expression du mécontentement et de la crise généralisée du système d’enseignement devenue évidente à la fin des années 1970.

Son étude est cependant difficile du fait de la relative brièveté de l’existence de l’Université sénégalaise et de la connaissance très limitée de cette question. En outre, la documentation produite par les syndicats /p. 433/ étudiants, surtout dans les années 1960, est mal conservée. La raison se trouve en partie dans les menaces que constituaient pour les étudiants la distribution ou la détention de documents jugés “subversifs”. Ce fait, signalé dans plusieurs pays africains, n’est pas spécifique aux syndicats étudiants. Les services de police ont recherché systématiquement les caches de ces documents de même que les centres de presse des partis d’opposition pour mieux les démanteler. Les syndicats d’étudiants n’ont pas échappé à ces tentatives d’étouffement. Les conditions de développement des organisations de gauche dans une clandestinité totale ou partielle rendaient difficile la recherche sur ces organisations. En effet, certaines interrogations des chercheurs devenaient suspectes.

Les étudiants constituent un groupe dont la création est liée à l’histoire coloniale⁴ et qui a joué un rôle non négligeable dans le mouvement nationaliste et dans la formation de l’élite dirigeante actuelle des États africains. Leurs syndicats ont fourni une bonne partie des professionnels de la prise de parole des organisations de gauche. Une telle importance ne s’est pourtant pas retrouvée dans les études africanistes qui ont longtemps méprisé les étudiants au profit de sujets jugés plus nobles ou plus pertinents. Au Sénégal, si la production intellectuelle a négligé l’étude des étudiants, c’est essentiellement en raison de la loi complexe du silence qui a longtemps protégé l’opposition dans certains aspects de son fonctionnement.

L’objectif de notre analyse est de montrer le rôle des étudiants dans la politique sénégalaise et dans le projet politique de la gauche. Nous n’avons pas la prétention de rédiger une histoire détaillée de ce mouvement social. Nous voulons identifier ses enjeux par rapport au réseau des structures politiques locales. Nous tenterons également de montrer les réactions du gouvernement aux luttes étudiantes. Notre analyse a été faite en dehors d’un néo-évolutionnisme préoccupé par la recherche des “étapes” ou “phases” du développement de ce mouvement syndical ou par l’exposé de détails peu significatifs. En refusant de nous enfermer dans une approche anecdotique et impressionniste que l’on retrouve dans certains témoignages d’acteurs du mouvement étudiant, nous avons essayé de mettre en évidence les caractéristiques du syndicalisme étudiant, en l’analysant dans le contexte des rapports de force domestiques et principalement de ses relations avec les syndicats enseignants, autres segments de la petite bourgeoisie ayant exprimé les revendications de la gauche (Diallo 1985). La proximité des positions entre enseignants et étudiants s’explique par l’existence d’une chaîne qui permet aux premiers de continuer le développement des attentes des derniers. Comme l’explique Bianchini :

/p. 434/

³ Des travaux se font de plus en plus sur cette question. L’étude de Bianchini contient des informations pertinentes sur le Sénégal. Des articles moins exhaustifs ont été rédigés par des historiens et sociologues. Les témoignages de dirigeants de la première génération du mouvement étudiant sur la Fédération des Étudiants d’Afrique Noire ou l’Association des Étudiants Sénégalais en France montrent qu’ils ont entretenu des liens assez étroits avec les forces qui luttaient pour la décolonisation de leurs pays respectifs. On dispose cependant de bonnes synthèses sur l’Égypte et certains pays anglophones : Abdalla (1985) ; Peter et Mvungi (1986) ; Asowa-Okwe s.d.

⁴ Voir sur cette question l’analyse de Bathily, Diouf et Mbodj (1990), Diané (1990).

l'enseignant échappe à la loi d'airain sociologique qui contraint l'étudiant à mettre un point final à sa carrière de révolutionnaire, s'il veut justement... mettre un pied dans la carrière (Bianchini 1988 : 239).

La principale hypothèse de notre réflexion est que le processus de la construction de l'État néo-colonial s'accompagne d'un vaste mouvement visant à étouffer les centres de pouvoir susceptibles de devenir autonomes et d'échapper ainsi à sa tutelle. Face à la vigueur des tentatives de domestication des partis d'opposition et des syndicats de travailleurs, les syndicats d'enseignants et d'étudiants sont restés les principaux canaux d'expression de la gauche. C'est pourquoi leurs luttes visent, par-delà certaines particularités, à rétablir les droits démocratiques. Le leadership étudiant fait partie des groupes qui ont alimenté le mouvement politique qui a en permanence perturbé la construction de l'hégémonie de Senghor, c'est pourquoi il est devenu un groupe relativement réprimé. Il a défendu des valeurs puisées dans le courant anti-impérialiste de la fin des années 1960.

L'émergence d'une force politique

La promotion de l'éducation a créé une élite désireuse de s'exprimer et d'acquérir un pouvoir. Les étudiants se sont comportés comme un élément de pression sur la classe dirigeante pour restaurer la dignité du pays à travers une critique virulente du néo-colonialisme. Ils ont joué un rôle de premier plan dans la lutte pour l'instauration d'un système démocratique et stimulé les autres forces sociales, c'est pourquoi ils ont contribué aux changements politiques. Leur position dans la structure de l'État est celle d'un groupe occupant un statut transitoire, celui d'une intelligentsia en devenir. Cependant, comme le remarquent Peter et Mvungi (1986), malgré leur préparation à assumer ce statut, les étudiants n'occupent pas de position précise dans le système de production. Néanmoins, ils ont joué un rôle relativement important dans les luttes politiques. L'activisme étudiant s'est rangé du côté des forces nationalistes, c'est pourquoi il a constamment bénéficié du soutien de l'intelligentsia de gauche. Il a représenté, dans une certaine mesure, l'ambition de larges secteurs des classes moyennes et s'est progressivement présenté comme la conscience d'un mouvement poussant le pays tout entier à plus de liberté. Dans la vie politique sénégalaise, l'Université a toujours été un centre de dissidence. La toile de fond de cet activisme est à rechercher dans la lutte pour l'indépendance et la transformation des options de développement.

Les intellectuels ont créé les formes les plus articulées de la contestation politique. Pour les contenir, le Président Senghor a usé de la /p. 435/ répression et toléré au sein de son parti et de l'État un mouvement populiste s'appuyant sur le courant incarné au sein de l'UPS par Samba Guèye. Il a fait passer les revendications de la gauche, notamment celles des étudiants, comme émanant de groupes "privilégiés" (Diop & Diouf 1990). Senghor répondait aussi à cette contestation par la dérision. C'est ainsi qu'il disait que lorsque l'opposition sénégalaise présente l'UPS, son parti, comme une force réactionnaire et anti-nationale, "tous les baobabs du Sénégal se déracinent de rire" (*Le Soleil* 9 novembre 1974). Les enseignants et les étudiants ont contesté les centres de pouvoir dans leur légitimité et critiqué Senghor et ses soutiens internationaux. Ils ont formulé des demandes méritocratiques voire éthiques et contesté sans arrêt les bases du pouvoir en insistant sur "l'incompétence" de ses dirigeants. Même si les étudiants et les enseignants font partie des groupes qui ont le mieux résisté à la logique totalitaire de l'État, leur propagande n'a pas réussi à mobiliser les populations dans la lutte contre le pouvoir. La capture par l'État des élites maraboutiques a largement diminué l'impact des projets révolutionnaires assis sur l'idéologie marxiste. Les groupes d'intellectuels ont déguisé leurs préoccupations et revendications en les présentant sous le masque de l'intérêt général, essayant ainsi de masquer leurs intérêts particuliers par une pseudo-défense des masses dans un langage qui leur est resté souvent inaccessible. La question reste posée de savoir si l'invocation des "masses" dans la thématique revendicative de la petite bourgeoisie urbaine n'avait pas comme enjeu la recherche d'une plus grande légitimité à son action.

Au début des années 1960, les intellectuels constituaient la strate frustrée du front anti-colonial. Ils se sont appuyés, pour développer une opposition organisée, sur le marxisme et sur les différentes variantes du nationalisme et ont ainsi construit une identité en se heurtant à la négritude et à l'Intellectuel de la classe dirigeante, Léopold Sédar Senghor. À défaut d'une réflexion locale

suffisante sur la nature de l'État, les stratifications sociales, la gauche s'est appuyée sur des théories ne tenant pas toujours compte de la pertinence des spécificités locales. Le pouvoir de ses dirigeants s'est construit, en partie, grâce à la manipulation de savoirs "savants" élaborés par les bureaucraties de la production culturelle occidentale ou d'Europe orientale. Ils avaient ainsi, à de rares exceptions près, un statut subalterne par rapport aux dirigeants de ces bureaucraties qui, dans bien des domaines, avaient reçu la délégation de production de l'opinion légitime.

Victimes de la répression étatique, tiraillés, entre leurs activités professionnelles et les exigences du militantisme, les intellectuels de ces organisations ont consacré peu de place dans leurs travaux connus à de telles questions. Mais, par delà les alibis rassurants, on peut se demander /p. 436/ si les paradigmes dégagés ci dessus n'ont pas joué un rôle primordial dans cette lacune. Les difficultés du modèle assimilationniste devenues évidentes vers la fin des années 1960, la crise économique ouverte et le mécontentement de la petite bourgeoisie urbaine ont entraîné la construction d'un modèle culturel se manifestant par la tentative de diminuer l'influence de la culture héritée de la colonisation. C'est pourquoi Bianchini (1988 : 202) a raison de dire que la crise de 1968 correspond à une œuvre de décolonisation culturelle qui ne s'était pas produite jusque là.

Cela s'accompagne d'un vaste mouvement de transformation du front anti-colonial de la fin des années 1950. Ces fronts ont été constitués d'alliances larges entre les segments nationalistes ou marxistes de l'époque. Ils ont participé à la lutte pour l'indépendance avec une direction peu cohérente sur le plan idéologique. Les divergences étaient en effet importantes, surtout dans les années 1940 et 1950, à l'intérieur et entre les organisations politiques. Celles entre la SFIO et l'Union Démocratique Sénégalaise (Bathily 1986 n.p.) en sont un exemple. Le premier test de ces types d'alliance a été le néo-colonialisme. Certaines forces politiques ont refusé de se transformer en clients de l'impérialisme. L'opposition qui tente de s'organiser se manifeste violemment en 1961 et en 1963 à l'occasion de consultations électorales. La faiblesse numérique de la classe ouvrière et l'impossibilité de constituer au sein des paysanneries une organisation capable de peser de manière décisive sur la direction politique du pays rétrécissaient l'éventail des forces en compétition. Une fraction de cette alliance se détacha des autres pour se transformer en gestionnaire du système d'exploitation économique. Les autres ont alors procédé à "l'assainissement" du courant nationaliste. Cette recomposition a été conforme à la logique des courants nationalistes africains bien mise en évidence par I. Mandaza (1986). Les marxistes et certaines factions nationalistes se sont progressivement détachés de telles alliances pour défendre les droits des travailleurs dans des organisations politiques et syndicales qui, à part celles des étudiants, ont eu du mal à survivre à la répression étatique et à la logique de reproduction séparatiste de la gauche. Ils ont néanmoins réussi une mobilisation permanente de l'intelligentsia urbaine sous la bannière nationaliste et anti-impérialiste.

La classe dirigeante fut incapable d'effacer des mémoires populaires l'expérience tirée de son combat contre l'administration coloniale et qui tendait à prouver que le pouvoir d'État n'était pas invincible. L'autoritarisme isola progressivement la classe dirigeante des intellectuels radicaux. Ces derniers n'arrivent cependant pas à élaborer des revendications susceptibles de trouver des échos au sein des populations. L'échec de leurs tentatives de dépasser le stade de groupe d'agitation basé sur une élite occidentalisée s'explique en partie par ce que Bianchini appelle "le /p. 437/ verrouillage sans faille de l'islam dans les couches populaires" (1988 : 174) et "la tendance à la scissiparité des organisations léninistes" (1988 : 166). Cette situation a favorisé le déclin des intellectuels jadis qualifiés de radicaux, selon un processus bien analysé par I. Shivji (1989).

À partir de 1960, l'extension du pouvoir d'État, les luttes pour l'exercice du pouvoir ont rendu l'État intolérant en ce qui concerne tout centre de pouvoir concurrent (Bianchini 1988 : 239 ; Diop & Diouf 1990). En effet, de 1960 à 1963 les institutions sont mises à rude épreuve par la contestation des partis d'opposition et les luttes d'influence au sein de la classe dirigeante. À partir de 1963, l'État amorce une restructuration destinée à faire face à l'affrontement permanent entre les segments de l'élite qui a conduit le pays à l'indépendance. L'autoritarisme qui émerge au cours de cette période pour faire face à la contestation de la gauche intellectuelle irrigue les institutions de l'État et les capture pour empêcher le développement d'un pouvoir autonome. Par le jeu des fusions et interdictions, la lutte contre les partis d'opposition débouche en 1966 sur l'impossibilité de s'opposer au gouvernement dans un cadre légal (Hesseling 1985 : 257).

En interdisant la tenue de manifestations politiques permettant aux intellectuels radicaux de s'exprimer, les dirigeants sénégalais ont fait de l'Université le lieu privilégié d'expression des

positions constituées des partis d'opposition et, parallèlement, l'espace d'expression des conflits au sein de la gauche. Les différentes factions du mouvement étudiant ont reflété les positions des partis de la gauche. Le mouvement étudiant est resté fidèle à la mémoire locale de l'opposition qui est une mémoire de transgression des valeurs institutionnelles. Elle est concentrée dans des débats idéologiques particulièrement intenses et dans l'attente de l'explosion du mouvement révolutionnaire. Un thème domine les débats des années 1960 à 1970, celui de la contestation de l'État néo-colonial et de sa subordination aux intérêts de l'impérialisme. Lorsque le mouvement étudiant a affiché des objectifs incompatibles avec les intérêts de la classe dirigeante, l'État a mis en place une manipulation répressive et un contrôle idéologique dans le but de supprimer la menace directe à son système de domination. En observant les pratiques de l'État relatives à la gestion du syndicalisme étudiant, on découvre un principe directeur identique à celui mis en évidence par Abdalla dans son étude du mouvement étudiant en Égypte : la tentative constante de marginaliser ce mouvement en le déconnectant des groupes rebelles à l'ordre social en voie de construction. Abdalla (1985 : 214) présente ainsi le conseil donné par le recteur de l'Université du Caire à ses étudiants :

Here in the university, you can discuss everything and express any /p. 438/ opinion. But if you go into the streets you will lose your immunity, since you are no longer in the university precincts, and will not be able to ensure that the events turn out as you want them to.

La crise du système d'enseignement et particulièrement de l'Université, la rupture du flux reliant ce système à la structure professionnelle, se sont amplifiées depuis 1960 et sont devenues un thème du débat politique national. Pour comprendre les enjeux politiques et culturels de cette situation, un recul est nécessaire. L'émergence de "l'école française" en général, de l'Université en particulier, a bouleversé les structures locales du pouvoir politique de même que ses bases culturelles. En effet, avant l'émergence et l'expansion de "l'école française", les sociétés sénégalaises avaient élaboré un système de production et d'accumulation des savoirs, des connaissances techniques et magico-religieuses relatif à différents domaines de la vie. Une telle organisation était un aspect déterminant du fonctionnement et de la reproduction de ces sociétés. Des groupes se sont constitués sur la base de la maîtrise de ces savoirs et de cette technicité, Le pouvoir qui en a découlé reposait aussi sur la limitation de l'accès du grand nombre aux fondements mêmes de ce type d'expertise. Un contrôle strict des bases culturelles et sociales de la distribution des pouvoirs pouvait ainsi être assuré. Une expansion non contrôlée des savoirs et de la technicité était susceptible de détruire l'expertise des groupes ainsi que les fondements mêmes de l'ordre culturel.

Après les indépendances, les détenteurs du pouvoir politique se sont trouvés confrontés à la nécessité de limiter les effets de l'accumulation des différents types de savoirs sur la structure sociale. Ils ont alors organisé une censure sur certaines formes de critique intellectuelle qui, selon eux, menaçaient les fondements de ce qui était présenté comme la "tradition". Cette manipulation de la "tradition" n'a pas été aisée. Les transformations sociales et politiques notées depuis 1960 ont poussé les différents groupes constituant l'élite occidentalise à définir de nouveaux objectifs. Les changements des structures économiques, avec l'intégration de plus en plus poussée de l'économie au marché mondial, ont très tôt créé un besoin en main-d'œuvre spécialisée que les systèmes traditionnels n'ont pas pu prendre en charge. Ce contexte a à son tour modifié les fonctions du système d'enseignement de plus en plus tourné vers le changement social et non la défense stricte des traditions. Il a également entraîné une différenciation des élites (politiques, intellectuelles, administratives et techniques). Dans ce cadre, l'enseignement supérieur s'est rapidement imposé comme l'outil de base d'une répartition selon le mérite des individus. Le rôle de l'Université dans la formation de l'élite a été accentué par les traits caractéristiques de l'économie au moment des /p. 439/ indépendances. Celle-ci était dominée par les firmes étrangères dont l'installation date de l'époque coloniale⁵. Sur le plan culturel, du fait de la relative brièveté de son existence, l'institution universitaire ne pouvait, en aucun cas, être le lieu d'affirmation d'un patrimoine culturel national.

Avec l'extension du secteur public, l'Université constituait la principale voie d'accès aux emplois supérieurs de la fonction publique et un dispositif important de promotion nationale. Son développement explique, en partie, la constitution et la reproduction d'une moyenne bourgeoisie. À défaut d'un affrontement direct avec le capital étranger et en l'absence d'une bourgeoisie nationale

⁵ Voir sur cette question Conseil économique et social (1981).

digne de ce nom, la nouvelle classe dirigeante s'est approprié le champ politique, idéologique, culturel, seul moyen qu'elle avait de s'exprimer, et a revendiqué un champ plus vaste sur le plan économique. L'importance de l'Université dans la reproduction des différentes factions de cette classe moyenne devient ainsi évidente. Personne ne met plus en doute le fait que l'Université a constitué, dès sa création, l'instrument par excellence de formation des élites. Elle constituait ainsi un enjeu de premier ordre qui ne se limitait pas seulement à des aspects purement économiques, son fonctionnement ayant des conséquences directes sur les configurations culturelles, politiques et sociales. À partir du moment où cette institution s'est imposée comme une pièce capitale du contrôle de la société, les dirigeants coloniaux et néo-coloniaux ont fait de leur mieux pour la contrôler. Cette réaction est d'autant plus nette que les étudiants ont constamment remis en cause la position de la classe dirigeante en tentant de dépouiller L. S. Senghor de sa légitimité charismatique. Cela a été accentué par le fait que Senghor a joué un rôle important en matière d'orientation du système éducatif. Il était le véritable ministre de l'Éducation nationale, ce qui le distingue fondamentalement de son successeur Abdou Diouf.

La contestation à l'Université s'est faite tout d'abord sous la forme de demandes politiques et d'attaques contre le contenu de l'enseignement et d'une revendication du modèle métropolitain. André Bailleul (1984) a bien montré que dans l'histoire de l'institution universitaire, les principaux acteurs ont toujours été sensibles au problème du statut du personnel. C'est par rapport au modèle métropolitain que certaines demandes ou revendications ont été formulées par les étudiants et enseignants. En effet, la diversité des conditions de recrutements des enseignants métropolitains et d'outre-mer était flagrante (Bailleul 1984 : 34). À l'origine, les autorités coloniales semblaient être moins exigeantes en matière de recrutement. Les étudiants et les hommes politiques ont par conséquent dénoncé la faible qualification des enseignants recrutés pour les colonies. C'est au nom du modèle métropolitain d'enseignement et aussi d'un idéal élitiste, que les étudiants ont revendiqué des maîtres capables de /p. 440/ leur assurer une formation de qualité incontestable. Cette revendication qui était présente dès la création de l'Institut des Hautes Études (Bailleul 1984 : 34) en 1949-1950 se justifiait aussi par le fait que cet établissement avait un public composé en majorité d'Européens. Le personnel enseignant était composé de nombreux vacataires enseignants du secondaire, les universitaires réputés du système métropolitain ne recherchaient pas d'emploi dans le cadre d'outre-mer. Avec la création, en 1957, de l'Université de Dakar, un renouvellement du corps professoral fut noté grâce à une meilleure adaptation de l'institution au modèle métropolitain (Bailleul 1984 : 36, 38).

L'Université de Dakar était ainsi dotée d'un statut (Bailleul 1984 : 46) comparable à celui de la métropole. Ce changement n'a cependant pas apaisé les revendications des étudiants. En effet, le contexte politique et idéologique étant dominé par la lutte pour l'indépendance et l'anti-impérialisme, l'idée d'une Université au service de l'Afrique et non productrice d'aliénation culturelle fut brandie par des hommes courageux. Mais, ce projet ne pouvait pas être pris en charge par la classe dirigeante qui n'avait pas opté pour la construction d'une identité nationale en rupture avec le projet culturel colonial. Dans l'ensemble, vingt ans après les indépendances, la politique menée par la classe dirigeante s'inscrivait dans une certaine continuité avec le système colonial (Fattou 1985).

Le système d'éducation et la haute administration étaient sous le contrôle direct et visible des Français. Les étudiants et enseignants qui contestaient l'hégémonie de la culture française voyaient là un motif de revendication. Un antagonisme s'est installé entre l'État et les porteurs de ce projet de lutte et de refus de l'acculturation. Les élites dirigeantes étaient d'autant moins disposées à satisfaire de telles demandes que l'Université dépendait étroitement aussi bien dans son financement que dans son personnel de l'assistance de la France. La lutte pour l'indépendance économique et politique du pays, défendue par la gauche, débordait sur le plan culturel et l'Université fut un de ses principaux champs d'expression. La connexion des différents aspects de cette lutte avec les autres mouvements sociaux ne posait pas de problèmes particuliers à cause du rôle joué par les étudiants dans le combat politique. Ainsi, la contestation estudiantine révélait, dans sa remise en cause de l'Université, des enjeux la dépassant car s'ouvrant à d'autres canaux de l'expression politique et attaquant la structure du pouvoir et les fondements de la domination.

Cette contestation a entraîné une répression qui a produit une opposition frontale entre L. S. Senghor d'une part et les étudiants et enseignants d'autre part. Une telle opposition a été une constante de la vie politique sénégalaise. La pression de l'État a été permanente pour étouffer les organisations

d'étudiants qui portaient le projet contre-hégémonique de la /p. 441/ gauche. Cette répression et la logique de reproduction séparatiste des organisations qui composent l'opposition n'ont pas favorisé la création d'organisations pérennes sur le campus.

Même si d'autres associations ont existé avant elle (Bailleul 1984 : 124), l'Union Générale des Étudiants de l'Afrique Occidentale (UGEAO) a marqué la période des indépendances aussi bien par la largesse de sa base de recrutement que par la consistance de son discours internationaliste, anti-colonialiste et anti-impérialiste. Le rôle joué par l'UGEAO dans la vie politique et dans le syndicalisme étudiant africain a été bien résumé par C. Diané :

L'UGEAO va jouer un rôle politico-syndical très important dans l'évolution de l'Université de Dakar. Son histoire est émaillée de multiples conflits et affrontements avec le pouvoir central de Dakar et de confrontations pathétiques et parfois violentes avec les leaders politiques considérés comme des collaborateurs dociles et des exécutants de ce pouvoir. L'UGEAO va mener son combat en étroite collaboration avec la FEANF d'autant plus facilement que tous les étudiants de l'embryon de l'Université de Dakar sont appelés à poursuivre leurs études en France. En plus de la collaboration qui s'établit entre dirigeants, l'UGEAO sera le pourvoyeur de cadres aguerris et des militants dévoués du mouvement syndical étudiant noir en France (Diané 1990 : 38-39).

Organisation panafricaine tant par la structure de ses effectifs que par la composition de ses organes dirigeants, l'UGEAO a été l'objet d'une surveillance policière stricte provoquant entre 1961 et 1962 une répression décapitant sa structure de direction :

il est bien évident que les autorités politiques sénégalaises ne pouvaient tolérer que s'installe à quelques kilomètres du palais présidentiel un contre-pouvoir qui leur apparaissait étranger, d'une part par les thèmes politiques véhiculés tout à fait différents des objectifs politiques du gouvernement sénégalais, et d'autre part, par la composition des comités exécutifs de l'UGEAO où les Sénégalais étaient très peu nombreux ; l'UGEAO apparaissait aux mains des étudiants étrangers essentiellement dahoméens (Bailleul 1984 : 126).

La répression n'a pas empêché le leadership étudiant de mettre sur pied des organisations fortes. C'est ainsi qu'après la dissolution de l'UGEAO en 1964, l'Union des Étudiants de Dakar (UED) et sa section sénégalaise, l'Union Démocratique des Étudiants Sénégalais (UDES) furent créées en 1966. Ces associations ont joué un rôle important dans la /p. 442/ formation politique et syndicale des étudiants (Bailleul 1984 : 132), dont la nécessité était ainsi expliquée :

Pour nous, la formation syndicale est inséparable de la formation politique. C'est pourquoi le but final de la formation syndicale estudiantine doit être de préparer efficacement l'étudiant africain à son intégration dans la vie de sa société (...) il est donc absolument nécessaire pour nous d'utiliser le cadre syndical étudiant comme lieu de décolonisation efficace en nous opposant avec vigilance à la pénétration des idéologies réactionnaires à l'Université (UED 1966 : 10)

L'UED a organisé le 28 février 1966 une marche sur les ambassades des USA et de Grande Bretagne pour protester contre le renversement de N'Krumah. Le déroulement de cette manifestation communément appelée *mouvement du 28 février*⁶ est ainsi présentée par les étudiants :

le lundi 28 février 1966 à 13 heures, un meeting à la cité universitaire réunit l'ensemble des étudiants ; meeting de protestation contre la grêle des coups d'État en Afrique. Le meeting se transforme en manifestation pacifique et en marche sur les ambassades de Grande Bretagne et des États-Unis. Mais les étudiants sont arrêtés par les forces de répression (police, gendarmerie) à coups de grenades lacrymogènes et de matraques. Des arrestations s'ensuivirent. Le mardi 1^{er} mars, les étudiants décrètent une grève pour la libération de 47 camarades arrêtés. Ceux-ci sont relâchés et les cours reprennent normalement le 2 mars, Mais, le jour même, les autorités convoquent 8 étudiants au ministère de l'Éducation nationale où 5

⁶ Voir à ce sujet UED (1966).

sont appréhendés par la police. Cinq étudiants dont 3 dahoméens et 2 voltaïques Sont exclus de la cité universitaire avec suppression de leurs bourses (UED 1966 : 2).

Les années 1960 sont marquées par des organisations étudiantes anti-impérialistes et une bonne implantation du Parti Africain de l'Indépendance (PAI) chez les étudiants et enseignants. C'est ce qui a fait penser à une infiltration de l'UDES et du Syndicat des Enseignants du Sénégal (SES) par ce parti. Dans une publication consacrée aux conflits socio-politiques des années 1960, Abdoulaye Ly a analysé le mouvement étudiant et son rôle dans un tel contexte :

En 1966, la lutte des étudiants de Dakar, stoppée à la suite de la dissolution de l'Union Générale des Étudiants de l'Afrique Occidentale (UGEAO), reprend avec l'émergence de deux organisations /p. 443/ nouvelles, après la grève de 45 jours décidée le 28 février de la même année, au lendemain de la répression d'une marche entreprise vers les ambassades de Grande Bretagne et des États-Unis pour protester contre la chute de N'Krumah. L'Union des Étudiants de Dakar (UED) était une organisation supranationale, mais elle semble avoir été sous l'influence politique du Mouvement des Étudiants PAI (MEPAI) alors que l'organisation nationale sénégalaise, l'Union Démocratique des Étudiants Sénégalais (UDES) était sous son contrôle. C'est du moins, ce qui paraîtra se confirmer rapidement au cours du mouvement sénégalais en 1968 (Ly 1978 : 12)⁷.

L'UDES dont le rôle de catalyseur dans la grève de 1968 était évident comptait au sein de sa direction des étudiants membres du MEEPAI (cf. Thioub 1990 : 10).

Dans les organisations d'étudiants, les membres les plus politisés se trouvent au sein des appareils de direction. Le contexte politique dans lequel ils sont impliqués structure leur action. La présence au sein du leadership de l'UDES d'étudiants marxistes n'est pas le résultat de forces "diaboliques" mais le produit de la nature très conflictuelle des relations entre le gouvernement et la gauche intellectuelle regroupée au sein du PAI. Parmi les actions de l'UGEAO, reprises par l'UED, figurait l'Université populaire africaine accusée par les autorités d'être un centre de propagande communiste :

l'Université populaire Africaine (UPA) entièrement gérée par les étudiants groupés autour de l'UGEAO et maintenant autour de l'UED est sans doute la pièce maîtresse de la contribution militante des Étudiants à la scolarisation en Afrique. Les bons résultats des Élèves de l'UPA au brevet élémentaire et au baccalauréat ne sont un secret pour personne. Malheureusement, cela n'a pas empêché les autorités sénégalaises d'interdire cette école en décembre 1965, niant ainsi à plus de 600 élèves le droit de poursuivre leurs études gratuitement. Cette année tout doit être fait pour que les cours de l'UPA reprennent (UED 1966 : 12).

Le modèle revendicatif de l'UGEAO qui domine les années 1960 a structuré les associations nationales se trouvant sur le campus, notamment l'Union Générale des Étudiants Sénégalais (UGES). Un des moyens de pression dont disposait l'État consistait à agir sur le personnel de direction de ces organisations grâce à l'expulsion des éléments les plus extrémistes issus des autres pays africains et à des suppressions de droits d'inscription pour les Sénégalais. Cette répression a augmenté les enjeux du combat politique et donné plus de vigueur à des revendications qui, désormais, débordaient le cadre strictement universitaire. On assiste alors à l'émergence de porteurs d'un projet anti-assimilationniste s'exprimant dans la lutte pour la promotion des langues nationales, la revalorisation des cultures sénégalaises, la revendication d'une Université plus africaine ou sénégalaise. Ce combat a maintenu des antagonismes et des demandes permanents durant les années 1960 qui, combinés à l'insatisfaction grandissante de la petite bourgeoisie urbaine, débouchent sur la crise de mai 1968. Comme l'a si bien vu R. Patton (1985), mai 1968 est la preuve que l'indépendance n'a pas produit au

⁷ S'agissant de la thèse de la manipulation des étudiants par le PAI, Ibrahima Thioub montre qu'en 1968 ce parti était en crise et ne disposait pas d'une direction suffisamment cohérente ou forte pour tenter de prendre le pouvoir : "En aucun moment, il n'a été envisagé, et le PAI n'en avait pas les moyens, la conquête du pouvoir. La faiblesse du PAI n'a pas empêché que des cadres politiques formés dans ses rangs ceux qui y sont restés comme ceux qui ont perdu le contact aient exercé une influence décisive dans les organisations d'étudiants. Cela explique en grande partie la très forte politisation des positions de l'UDES". Voir aussi les explications de Dansokho dans Ndiaye et al. (1990 : 90-91).

sein des populations les effets escomptés. C'est pourquoi il est difficile de soutenir que le mouvement de mai 1968 était seulement dû au mimétisme des étudiants français.

Plusieurs faits tendent à prouver le contraire. Le "mémoire de l'UDES sur les événements de l'Université de Dakar" (UDES 1968) montre qu'en octobre 1967, l'Université était déjà en proie à la contestation en raison de la définition par le gouvernement de nouveaux critères d'attribution des bourses qui couvraient désormais une période de 10 mois :

ne seront accordés que des demi bourses aux étudiants dont les parents, habitant Dakar, sont relativement aisés ; 2/3 de bourses seront alloués à tous ceux qui se trouvent dans les mêmes conditions et dont les parents habitent hors de Dakar et aux étudiants dont les parents habitent Dakar mais ont de faibles revenus. Quant aux étudiants dont les parents n'habitent pas Dakar et ont de faibles revenus, ils pourront bénéficier d'une bourse entière (Dakar Matin, 13 octobre 1967).

L'échec des négociations menées avec les autorités, de février à avril 1968, débouche sur une grève d'avertissement, le 18 mai 1968. Le 26 mai, le comité exécutif de l'UDES décide de bloquer le fonctionnement de l'Université à partir du 27 mai 1968 pour une durée illimitée, de boycotter les examens et d'organiser des piquets de grève devant les facultés (UDES 1968). Le syndicat étudiant lance aussi

un appel à toutes les organisations démocratiques, à toutes les forces patriotiques, pour qu'elles forment un large front uni de lutte afin de débarrasser le pays du néo-colonialisme et de ses valets (UDES 1968 : 8).

À partir du 28 mai 1968, la situation sociale se dégrade rapidement à l'Université, entraînant une intervention énergique de la police et l'arrestation de plusieurs dirigeants étudiants. Les syndicats de travailleurs /p. 445/ lancent à partir du 31 mai un mot d'ordre de grève générale (Lo 1987 : 46). Le gouvernement réagit en arrêtant plusieurs dirigeants de l'Union Nationale des Travailleurs Sénégalais (UNTS). Selon M. Lo, à l'époque membre du gouvernement, il fallait "désorganiser le mouvement syndical en s'attaquant à sa direction" (Lo 1987 : 46-47). Pour la classe dirigeante, la gravité de cette situation qui dura jusqu'au 4 juin a été bien traduite par M. Lo :

un camarade vint m'informer à titre personnel et très confidentiel, que le Président venait de donner son accord à l'Ambassadeur de France pour se faire "enlever" par hélicoptère du palais et diriger sur la France par avion, au cas où la situation exigerait qu'il soit sauvé de cette façon (Lo 1987 : 54-55).

Un des arguments officiels avancés pour expliquer la grève de 1968 est celui de la manipulation par "l'étranger" (Lo 1987 : 39) et par le PAI. À ce sujet, A. Bathily précise :

certes, dans la direction du mouvement étudiant de 1968, il y avait des gens comme nous, mais, nous n'étions qu'une poignée (au MEEP/PAI, nous ne faisons pas une dizaine pour l'Université de Dakar, alors qu'elle comptait à l'époque 3 000 étudiants !). Le mouvement de 1968 est avant tout un mouvement spontané, revendicatif au niveau des étudiants, de protestation, mais aussi revendicatif au niveau de l'ensemble des travailleurs (Ndiaye et al. 1990 : 114).

Avec la fin des années 1960, on assiste à un phénomène particulièrement instructif de la vie politique sénégalaise : des leaders, issus principalement du syndicalisme étudiant d'après les indépendances, tentent de réorganiser l'opposition en formulant des revendications de plus en plus inconciliables avec les objectifs de la politique gouvernementale. Ceci a provoqué un affrontement qui se poursuit dans les années 1970 conduisant le gouvernement à adopter des mesures interdisant l'organisation des forces politiques hostiles en dehors de l'activité clandestine. Cette situation incite cependant les segments les plus radicaux de la gauche à se manifester par des distributions de tracts et de journaux hostiles au gouvernement et des actions violentes.

Sur le plan syndical, des enseignants expriment leurs doléances au sein du Syndicat des Enseignants du Sénégal (SES) et plus tard du Syndicat Unique et Démocratique des Enseignants du Sénégal (SUDES) qui a marqué les mémoires des enseignants. Ces revendications coïncident avec une recomposition des syndicats enseignants qui ne reposent plus désormais sur les militants traditionnels

(instituteurs), mais sur de jeunes professeurs des lycées et de l'Université. Ces revendications vont de pair /p. 446/ avec l'insistance sur les enjeux culturels de ces luttes. On observe alors une tentative consistant à arrimer certaines organisations politiques à des traditions de lutte locales et à une symbolique issues de la résistance anticoloniale⁸. Lamine Senghor, Mamadu Laamin Daraame, C. Sidia Léon Joop, Aliin Sitoë Jaata, Ndatte Yalla, sont les figures dominantes de cette tentative de rupture avec la mémoire étatique et de cette réappropriation du champ historique. Des opposants regroupés au sein de l'organisation maoïste *Andë jëff* ont rompu avec les thématiques définies par l'opposition dans son affrontement avec l'État. Ils ont ainsi renoncé aux paradigmes des intellectuels marxistes dominés par l'ouvriérisme. La création du *front culturel*, structure de recherche, de production et de vulgarisation et celle des associations sportives et culturelles, structures jouant le rôle d'instrument de liaison avec les "masses" sont, dans les années 1970, des créneaux utilisés dans ces stratégies de rupture. Dans ce cadre, la ville de Thiès a été un foyer d'ébullition culturelle.

Andë Jëff a freiné la marginalisation des radicaux consécutive au manque d'ancrage de leur production théorique dans les réalités sociales locales. Ses dirigeants ont tenté de célébrer des héros oubliés ou négligés par l'État à travers sa refabrication de l'histoire⁹. Ils ont tenté de valoriser une culture de la dissidence basée sur l'élaboration de récits relatifs à des faits singuliers de résistance puisés dans l'histoire locale. En le faisant, ils ont affaibli la version du passé véhiculée par "l'État historien". Ils rompaient ainsi, en même temps, le processus de la marginalisation des radicaux par une réduction sensible du décalage entre le réel et les savoirs produits ou élaborés à son sujet.

On note alors une cristallisation des enjeux politiques et culturels de la contestation avec l'émergence de leaders politiques et syndicaux dont la culture est dominée par les oppositions au sein du bloc de l'Est et par des affrontements particulièrement vivaces entre les différentes factions de la gauche communiste. C'est pourquoi ils participent à l'accentuation de la segmentation de la gauche. Les maoïstes ont favorisé le renouvellement du discours oppositionnel. L'axe principal des territoires qu'ils balisent est une revendication culturelle qui s'oppose aux valeurs proposées par le "chantre de la négritude". Cette fraction de la gauche, conduite par d'anciens leaders étudiants comme M. A. Savané, a réussi une percée dans le monde ouvrier, notamment à la Compagnie Sucrière Sénégalaise (CSS), dans le nord du pays, mais aussi en milieu étudiant à travers l'Union Nationale Patriotique des Étudiants Sénégalais (UNAPES), une organisation qui a réussi à s'imposer aux autres factions en compétition avec elle.

L'UNAPES¹⁰ a porté, au sein du campus, le projet contre-acculturatif de ce segment de la gauche sénégalaise. Elle a imposé aux étudiants sa /p. 447/ thématique oppositionnelle grâce à des leaders dont le charisme a été construit sur la base de la manipulation de discours savants et de versions vulgarisées de la "science" qui était supposée être la base du pouvoir des "maîtres penseurs". L'UNAPES a dû son succès à un renouvellement du discours syndical, à un changement important des effectifs et de la culture des étudiants, à la manipulation de thèmes devenus pertinents dans le champ politique. Son déploiement coïncide avec la crise hégémonique de la fin des années 1970 qui favorise la montée de l'insatisfaction et des revendications, surtout parmi les enseignants et les étudiants, qui étaient les acteurs privilégiés de la gauche sénégalaise.

La crise de l'Université

L'émergence de l'UNAPES survient dans la phase de déclin de l'Université qui n'a pas été épargnée par la crise qui secoue la société sénégalaise. Celle-ci est caractérisée, entre autres, par la dégradation des instituts d'enseignement et de recherche désormais confrontés à des problèmes de fonctionnement aigus, à la baisse du niveau académique, à l'accroissement des effectifs parallèle à l'insuffisance des ressources financières, au chômage des diplômés (Sénégal / MPC 1989 : 89). La carence en livres et matériel d'enseignement donne une part prépondérante aux notes prises par les

⁸ *Andë Jëff* a fait de ce combat culturel un axe important de son combat politique. Voir Bianchini (1988).

⁹ . Sur cette question voir l'analyse érudite et précise d'Achille Mbembe (1988).

¹⁰ Sur cette question, voir CIRMES (1979).

étudiants pendant les cours et introduit, avec force, la tradition orale dans le système de transmission des connaissances à l'Université.

L'observation de J. Copans sur la situation des Universités africaines revêt une importance particulière dans ce contexte :

l'institution scolaire et universitaire connaît une crise sans précédent. Le démocratisme populiste et démagogue l'a érigée en valeur suprême, quitte à la vider de tout contenu et surtout, au fur et à mesure, de toute efficacité. L'interrogation réaliste porte sur la multiplication des établissements, la fuite en avant des inscriptions, la dévalorisation de l'apprentissage. Les techniques du psittacisme et du bachotage prennent le dessus, la copie des cours sur la lecture personnelle, le clientélisme et la fraude sur la validation pédagogique des diplômés (Copans 1990 : 312).

Même s'il est inexact de dire que les enseignants sont responsables de ce déclin, leurs réactions face à la crise ne facilitent pas un redressement de la situation. Les observations de K. F. Hirji (1990) sur l'Université tanzanienne sont suggestives à cet égard pour le Sénégal. La crise de l'institution universitaire provoque des réactions de survie financière. À ce sujet, Hirji (1990) montre que face à la crise, les enseignants prétendent /p. 448/ maintenir le niveau de l'enseignement par une plus grande rigueur en matière d'évaluation des étudiants, mais cette rigueur contraste avec la "négligence" dans la recherche, les publications et l'enseignement. L'analyse a été faite sur la manière dont les maigres ressources de l'Université ont été réparties ces dernières années entre le personnel, l'administration et le volet académique (Banque Mondiale 1992). La proportion de la part du budget de l'Éducation nationale consacrée à l'enseignement supérieur serait passée de 16 % en 1983-84 à 25 % à 1990-91. Parallèlement, est constatée une progression jugée rapide des dépenses sociales par rapport à celles consacrées au matériel pédagogique. La Banque Mondiale estime qu'en une décennie, les dépenses non salariales de l'Université seraient tombées de 53 à 27 % du budget. On pourrait s'interroger sur la coalition de forces ayant provoqué ces arbitrages qui ont transformé progressivement les enseignants en boucs émissaires de la crise.

Contrairement aux mémoires des étudiants des années 1960, qui sont celles d'un syndicat - parti révolutionnaire, celles des années 1970 ne sont pas essentiellement structurées par l'attente du mouvement révolutionnaire. Il s'agit d'une mémoire d'un syndicat menant une lutte à court terme. Elle coïncide avec la baisse d'influence du Parti Africain de l'Indépendance (PAI) (Hesseling 1985) affaibli par des luttes d'influence au sein de sa direction. Cette mémoire locale se conjugue avec des pratiques de reconstruction et de réorganisation du mouvement étudiant. Cependant, elle est toujours axée sur des débats idéologiques intenses. Elle se diffuse rapidement au sein de la jeunesse car l'enseignement public a une base de recrutement populaire.

Nous ne disposons pas d'informations fiables sur les origines sociales des étudiants, mais on peut supposer qu'un certain nombre d'entre eux viennent des familles rurales moyennes et pauvres. Pour les jeunes, particulièrement ceux issus des classes populaires, l'Université incarne une filière importante d'ascension sociale et l'instrument de réalisation de leurs ambitions. Les enfants issus de la bourgeoisie politico-bureaucratique et des couches aisées des populations ont cherché à maximiser leur "héritage économique" en "capital culturel" par la rupture avec le système local de formation des élites grâce à des études dans les Universités françaises et plus récemment nord américaines. L'augmentation des effectifs et du coût de la vie entraîne une pression très forte sur le paquet des aides sociales. La qualité du système des bourses et des services de bases subventionnés dont bénéficient les étudiants est remise en question (restauration, hébergement, système de soins). Pourtant, les arbitrages budgétaires notés dans le domaine de l'enseignement supérieur (Banque Mondiale 1992) ont relativement protégé les dépenses sociales en faveur des étudiants au détriment des dépenses pédagogiques. Selon l'estimation /p. 449/ de la Banque Mondiale, près de la moitié du budget de l'enseignement supérieur serait consacrée aux dépenses sociales (bourses, nourriture et logement). Cette situation augmente les demandes en matière pédagogique et, en conséquence les grèves.

À défaut d'une participation privée au financement de l'Université ou d'une augmentation de la contribution des étudiants au fonctionnement de l'institution, l'État éprouve de plus en plus de difficultés à maintenir un fonctionnement correct de l'Université. Cette situation risque de s'aggraver car la politique en matière d'éducation qui fait partie du train des mesures d'ajustement structurel

trouve “coûteux” le fonctionnement des Universités africaines et déplore le niveau de qualification des étudiants “formés à des disciplines insuffisamment orientées vers le développement”. François Orivel (1988) présente la version caricaturale de ce discours qui déplore les effets dysfonctionnels de l’Université de masse¹¹. L’insistance des bailleurs de fonds sur l’inefficacité de l’Université et son manque d’intégration à la vie économique a participé à la paralysie du projet de réforme du système d’enseignement issu des États Généraux de l’Éducation et de la Formation. Les contradictions (Le Brun 1979) entre les objectifs affichés par les services techniques qui contrôlent le budget de l’État et ceux de la Commission Nationale de Réforme de l’Éducation et de la formation (CNREF) se sont accentuées.

Devant le radicalisme des syndicats enseignants et étudiants, l’État a fait des concessions en matière de salaires au détriment des dépenses de matériel et d’équipement, de plus en plus tributaires de l’aide extérieure, et du taux d’encadrement des étudiants notamment dans le premier cycle. Pour les groupes qui trouvaient dans l’enseignement supérieur un moyen de promotion, cette situation devient contre-productive. La vigueur de la demande d’études à l’étranger constitue au sein des groupes aisés, la preuve d’une insécurité plus grande dans “le projet de valorisation de leur capital culturel en capital économique”.

La crise des ressources financières de l’Université (cf. CED 1991 : 3-8) accompagne un vaste mouvement de croissance de la population scolarisée et un chômage massif de diplômés dont la principale conséquence est la dévaluation des titres universitaires et des positions auxquelles ils permettaient de prétendre¹². L’un des bouleversements les plus importants à ce sujet est celui du statut d’étudiant qui correspondait, à l’origine, à celui d’une élite moderne du futur. Avec la crise, les positions auxquelles ce statut donne droit sont brouillées, diminuant ainsi les chances qui lui sont effectivement correspondantes. Ce processus enferme les étudiants dans un présent qui les pousse à formuler des projets d’action syndicale à court terme. Les contestations de la légitimité de l’institution universitaire et de la sélection sur laquelle elle est assise /p. 450/ s’expliquent en partie par cette situation. Elles expriment le refus de l’exclusion par le biais de méthodes de luttes radicales.

Pour reprendre la formule excellente de Bourdieu (1984), on pourrait parler de “sécession” de ceux qui sont menacés d’exclusion, pour caractériser ces formes de contestations qui tranchent nettement avec l’élitisme qui a toujours caractérisé la culture de la gauche : “Exclus de la course pour l’avenir, jusque là inscrit dans leurs positions, ils sont portés à mettre en cause la course elle même” (Bourdieu 1984 : 225). Ces luttes sont d’autant plus efficaces que l’africanisation des emplois a entraîné dans les années 1970 un recrutement massif de jeunes enseignants, à l’origine faiblement intégrés à l’institution universitaire à cause du contrôle très sévère alors en vigueur et qui était relatif à leur carrière. Les difficultés de titularisation de l’époque ont développé le ressentiment des jeunes assistants. En effet, leur accès à une fonction alors jugée prestigieuse ne comportait aucune garantie en matière d’avancement. Ces enseignants étaient moins disposés à instituer avec leurs collègues de grade avancé ce que Bourdieu (1984 : 225) appelle “une relation d’identification anticipée” ; ils étaient ainsi plus proches des étudiants que des professeurs.

Les conflits d’autorité au sein des facultés (cf. *Wal Fadjri*, 186 à 189), particulièrement à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines, la tentative des syndicats d’enseignants, vers la fin des années 1970, de desserrer la sévérité du système de contrôle des assistants, illustrent parfaitement les difficultés de la titularisation. Dans les années 1980, une fois la lutte pour la titularisation gagnée, les nouveaux

¹¹ Pour une critique de cette approche voir l’analyse qui est proposée dans le contexte français par Luc Boltanski (1988 : 76).

¹² Le lecteur trouvera des éléments d’information sur cette question dans deux études qui renseignent bien sur les problèmes de fonctionnement de l’Université de Dakar, l’une effectuée après la crise universitaire de 1968, l’autre, un peu avant les grèves des années 1980 a été utilisée par le gouvernement pour la préparation des États Généraux de l’Éducation et de la Formation en 1981 : Conseil économique et social (1968 ; 1980). L’étude de 1980 explique clairement l’impasse dans laquelle se trouve la politique éducative. Apparemment, dans le domaine de l’Éducation, l’État a atteint la limite de ses possibilités budgétaires. En Outre plusieurs bailleurs de fonds sont de plus en plus réticents à financer l’Université dans sa configuration actuelle. Cette situation se traduit par l’impossibilité de faire face à la pression provoquée par le flux des nouveaux bacheliers. Sans un apport considérable de ressources nouvelles, on ne voit pas comment l’accès libre à l’Université sera garanti aux jeunes sénégalais.

enseignants ont trouvé un autre motif d'insatisfaction dans la dégradation de leurs conditions matérielles d'existence. Ce fait est d'autant plus remarquable que dans certaines facultés, les assistants et maîtres assistants assurent des services qui auraient dû revenir aux enseignants de rang magistral¹³.

Ce désenchantement rencontrait celui des étudiants, de plus en plus menacés par la dévaluation des titres universitaires. Cette rencontre a provoqué une synchronisation d'où est issue la crise généralisée qui secoue l'institution universitaire à la fin de la décennie 80. Cette situation débouche sur une "année blanche" en 1988. Pour la culture élitiste et méritocratique de l'opposition des années 1960, l'année blanche correspond à une catastrophe, un nivellement par le bas. Ce fait, à lui seul, renseigne sur l'émergence de mémoires relativement autonomes par rapport à celles élitistes des leaders traditionnels de la gauche et souligne les limites de l'hypothèse d'une manipulation des étudiants. La crise entraîne une réduction sensible de l'année universitaire, accentuant ainsi une dévaluation des titres universitaires. Cela illustre la "revanche" des étudiants sur la société comme le montre le radicalisme de leurs revendications /p. 451/ qui comportent un aspect prononcé de remise en cause de la parole d'appareil et de la compétence des enseignants. Les revendications relatives à la création d'un service pédagogique universitaire¹⁴ destiné à contrôler les compétences de ces derniers entrent, dans une certaine mesure, dans ce cadre. En formulant de telles demandes, les leaders étudiants promeuvent une thématique de contestation qui les rapproche de la première génération des étudiants de Dakar dans leur attachement au modèle métropolitain d'enseignement.

Le niveau d'africanisation du personnel enseignant de l'Université est particulièrement important. En 1970, sur les 192 enseignants des facultés, 91 étaient africains (Sénégal / CNREF 1984 :96). En 1989, les informations disponibles (Bureau des Statistiques du Rectorat de l'UCAD) relatives aux facultés indiquaient que sur 573 enseignants, 493 étaient africains. Les variations au niveau des facultés ont été assez importantes en une décennie. En Faculté des Lettres, le niveau d'africanisation du personnel passe de 41,1 % en 1978, à 91,59 % en 1989. En faculté de médecine, durant la même période, il a varié de 57 % à 87,20 %. Dans cette dernière faculté, un nombre important d'assistants a été reçu au concours d'agrégation pendant les années 1980, ce qui explique que sur un total de 184 enseignants africains en 1988/89, les professeurs et maîtres de conférences étaient au nombre de 62.

La rapidité avec laquelle certains jeunes assistants de médecine sont devenus notables dans leur spécialité mérite d'être comparée avec ce qui se passe généralement dans les facultés de médecine françaises. Le problème reste posé de savoir si la pression notée dans les facultés pour des conquêtes de positions de pouvoir ne s'est pas faite au détriment de la qualité de l'enseignement et de la recherche. Parallèlement, on observe que la culture qui se développe chez les étudiants est arrimée au présent et met en oeuvre des stratégies de lutte syndicale qui accélèrent le blocage de l'institution universitaire. À cause du poids que représentent leurs voix lors des élections des doyens¹⁵ des facultés et des rivalités qui déchirent à ces occasions certains segments des enseignants, les étudiants savent qu'ils représentent une force qui puise sa vigueur dans l'électoratisme qui caractérise ces confrontations. Les solidarités qui se construisent à ces occasions ne favorisent pas le renforcement de l'autorité de l'institution universitaire. Ajoutées à l'efficacité relative du syndicalisme étudiant, elles expliquent les possibilités offertes aux étudiants redoublants (*les cartouchards*) de se réinscrire comme ils l'entendent. Les doyens des facultés sont captifs d'une logique qui ne les met pas totalement à l'abri des pressions des étudiants qui désirent obtenir des dérogations pour se réinscrire.

L'africanisation des emplois, objectif pour lequel les syndicats de la /p. 452/ gauche se sont particulièrement battus, entraîne de nos jours chez les étudiants une contestation de plus en plus

¹³ On note parallèlement une contestation des critères de recrutement des enseignants ainsi que de leurs conditions d'admission et d'exclusion des listes d'aptitude du CAMES, de la régularité de l'élection des doyens, particulièrement à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines en décembre 1988 et à la Faculté des Sciences en janvier 1989.

¹⁴ Sur cette question voir Amicale de la Faculté des Lettres, "Jalons autour d'une plate-forme", (1986 : 11 p.). lire aussi CE de la Faculté des Lettres, "Les enseignants évaluent et s'auto-évaluent", 19 juillet 1990, 2 p.

¹⁵ En Faculté des Lettres, par exemple, en 1988-89, les professeurs, maîtres de conférences et chargés d'enseignements avaient 24 représentants à l'Assemblée de faculté. Les maîtres-assistants étaient représentés par six membres, les assistants et lecteurs par 7 /p. 474/ membres, les étudiants par 9 membres, le personnel technique et administratif par 2 membres.

virulente des maîtres indigènes. Des hommes politiques comme A. Wade n'hésitent d'ailleurs pas à affirmer :

Le niveau de notre Université baisse d'année en année. Pour le relever, il faut relever celui des enseignants. Or, hélas, à côté d'éminents professeurs, et même de savants, de plus en plus, on voit des enseignants de niveau douteux, disons franchement insuffisant. Ce sont les étudiants eux-mêmes qui le disent (Sopi, 1^{er} mars 1991 : 5).

La contestation endémique qui se manifeste à travers des grèves de plus en plus radicales montre, par-delà la violence rhétorique des leaders, le refus d'un destin de plus en plus implacable, celui de l'aggravation de leur déclassement social. Selon les sources officielles, sur 1 000 étudiants inscrits dans chacune des filières, le nombre de ceux qui atteignent la 4^{ème} année et de ceux qui obtiennent la maîtrise se présente ainsi :

- 275 et 265 en sciences juridiques ;
- 397 et 389 en sciences économiques ;
- 308 et 195 en lettres et sciences humaines ;
- 244 et 156 en sciences (Sénégal / MPC 1989 : 91)

En sortant de plus en plus de la course vers les diplômes et en définissant des revendications plus nettement politiques, les leaders étudiants augmentent les enjeux des conflits, rendant ainsi leur gestion de plus en plus difficile. Certains étudiants ont été confrontés, et leurs parents avec eux à des échecs répétés qui font que certains d'entre eux ne croient plus en l'Université. C'est pourquoi les attaques contre l'Université sont devenues une des formes de la contestation.

Les luttes de factions durant les années 1970

À l'exception du mouvement des étudiants socialistes¹⁶ qui n'a pas réussi à prendre de l'épaisseur malgré d'importantes motivations financières, les étudiants sont restés un groupe beaucoup plus proche de la gauche intellectuelle que de la classe dirigeante. Tout laisse à penser que la dégradation sévère du statut de l'étudiant favorise la survenue de conflits de plus en plus longs. Cependant, la proximité de ce groupe de la gauche intellectuelle a entraîné pendant quelques années de sérieux problèmes de leadership, comme le montre l'histoire récente du mouvement étudiant.

En janvier 1971, le climat politique s'était alourdi suite à la publication de tracts dénonçant la politique du gouvernement. Le 18 janvier 1971, un tract intitulé *Appel au peuple* rédigé par un groupe d'extrême gauche a dénoncé le "spectacle hypocrite" préparé par la classe dirigeante /p. 453/ pour accueillir G. Pompidou dont la visite était prévue le mois suivant. Une action d'éclat menée en février 1971 par des groupes d'étudiants et d'élèves appelés les *incendiaires* débouche sur l'incendie du Centre culturel français. Elle est présentée ainsi dans la presse officielle :

Février 1971. Le Président Georges Pompidou est à la veille d'une visite dans certains États. Le Sénégal est du nombre. Mais il y a de la poudre dans l'air. Elle explosera quelques jours plus tard. Quinze jeunes s'attaquent au centre culturel français et y mettent le feu. Leur arrestation ne devait pas tarder (Le Soleil, 27 mars 1974).

Certains militants étudiants réfugiés dans les pays limitrophes, notamment au Mali, ont été extradés le 4 février pour être jugés le 22 mars 1972 par un Tribunal spécial. Parmi eux figurait Omar Blondin Diop, leader étudiant charismatique dont le décès en prison, en mai 1973, dans des conditions mystérieuses, a tendu la situation sociale. Malgré les mises au point du Centre d'Études, de

¹⁶. La Fédération des étudiants de l'UPS (FEUPS) a été créée le 8 août 1961. Parmi ses membres fondateurs on peut citer Moustapha Niassa, Daouda Sow et Pascal A. Sané. Djibo Kâ, leader de la deuxième génération a joué un rôle important dans l'organisation et l'encadrement de cette fédération. Selon des informations publiées par Matar Dia, à l'époque directeur des Affaires politiques du secrétariat permanent du Parti socialiste, les effectifs de ce mouvement ont évolué de huit en 1961 à plus de 500 en 1976 parmi lesquels il y avait 172 boursiers (Dia : 1985).

Recherches et d'Éducation Socialistes (CERES) de l'UPS, ce décès a discrédité le gouvernement obligé de faire face aux critiques virulentes d'universitaires comme P. Fougeyrollas :

aucune déclaration humaniste ou pseudo-humaniste de Senghor ne parviendra à faire oublier l'héroïsme et le martyr d'Omar Blondin Diop. La pensée généreuse et rigoureuse de ce militant africain, son action radicale annoncent les luttes de masse qui mettront bientôt un terme au règne corrompu des capitalistes français au Sénégal (Fougeyrollas cité par Sénégal / Min. Info.1973 : 13).

Pendant cette période, le *Tribunal spécial* siège avec une sévérité croissante pour condamner non seulement des élèves poursuivis pour incendies (*Le Soleil*, 6 octobre 1973) d'établissements scolaires, mais aussi des distributeurs de tracts jugés subversifs. Certaines de ces audiences ne manquaient pas de piquant. Celle du 2 novembre 1973 devait juger des distributeurs de tracts dont le contenu indiquait que le chef de l'État s'était rendu au Vatican et avait assuré le Pape Paul VI que "s'il ne pouvait faire du Sénégal un pays catholique, il s'efforcera que les Sénégalais soient de mauvais musulmans" (*Le Soleil*, 7 novembre 1973). À cette accusation, "les distributeurs" ont répondu : "nous avons trouvé ce tract tellement stupide que nous ne lui avons donné aucune importance particulière et que, si nous l'avons reproduit, c'est uniquement pour satisfaire notre curiosité intellectuelle" (*Le Soleil*, 7 novembre 1971). Des procès visent également des leaders étudiants accusés d'avoir "tenté de faire fonctionner une association illégale", en l'occurrence l'AGES (*Le Soleil*, 6 et 9 octobre 1973). Ces procès accompagnent la tentative /p. 454/ gouvernementale de démantèlement du syndicalisme révolutionnaire. Ils concernent aussi dans une large mesure les syndicats enseignants (Cf. *Le Soleil*, 21 juillet 1971, 9 octobre 1973 ; Paye 1978).

Après la dissolution de l'UDES et de l'UED¹⁷ le 28 février 1971 (*JORS* 17 avril 1971 : 379), le gouvernement a élaboré une réglementation destinée à freiner le mouvement revendicatif à l'Université. Les sanctions vont de l'interdiction de s'inscrire pendant deux ans jusqu'à l'exclusion. Ces mesures sont mises en œuvre dès le 17 mars 1971 par l'interdiction de réinscription d'un groupe de cinquante étudiants. Elles vont se renforcer en 1973 et en 1977, frappant des dizaines d'étudiants et d'élèves des écoles de formation spécialisées. Le 6 septembre 1971 le gouvernement élabore des textes relatifs à la création du corps des gardes universitaires dont le mandat était le suivant (décret n° 71-993 du 6 septembre 1971) :

*veiller au respect des règles générales d'ordre édictées par le Recteur et des règlements intérieurs des facultés et instituts ;
contrôler dans des conditions définies par le Recteur l'assiduité des étudiants aux cours ;
veiller à la sauvegarde du patrimoine de l'Université ;
assurer la tranquillité nécessaire au fonctionnement normal de l'université ;
constater les manquements aux règlements universitaires et, d'une manière générale, apporter aux autorités universitaires tous les renseignements de nature à leur permettre de prévenir les troubles"* (*JORS* 1971 : 961)

Parallèlement à ces mesures, on note entre 1968 et 1973, la multiplication des écoles de formation placées sous la tutelle des forces armées et soumises à la discipline militaire¹⁸. Ces opérations de démantèlement du syndicalisme révolutionnaire étudiant se traduisent également par un renforcement de la discipline au sein des écoles nationales et par des motivations financières. Elles débouchent sur une déconnexion progressive du mouvement étudiant des facultés de celui des écoles nationales.

La dissolution de l'UDES et de l'UED ouvre la voie à la clandestinité. L'Association Générale des Étudiants Sénégalais (AGES) née en mai 1972, s'est présentée comme "un syndicat anti-impérialiste,

¹⁷ Avant la dissolution de ces associations, le décret 68-860 du 24 juillet 1968 (*JORS* 10 août 1968 : 919) relatif aux associations d'étudiants de l'enseignement supérieur était promulgué. Les objectifs de dépolitisation des organisations d'étudiants sont très nets dans ce texte. Ces manœuvres ne se comprennent que si on les met en rapport avec les tentatives initiées en direction des travailleurs, avec l'idéologie de la "participation responsable". Parallèlement, le dispositif de contrôle du "matériel de propagande politique étrangère" se mettait en place (loi n° 69-31 du 29-4-1969 et décret n° 69-579 du 13-5-1968 (cf. le n° du *JORS* du 10-5-1969 : 576 et le n° du 31-5-1969 : 651).

¹⁸ Sur cette question voir UNAPES "Bref aperçu de la situation de notre pays" s.d., 15 p.

défendant les intérêts matériels et moraux des étudiants et revendiquant une Université réellement démocratique au service des peuples africains” (AGES 1972). Le premier meeting public de l’AGES, organisé le 26 janvier 1973, fut sévèrement dispersé par les forces de l’ordre, suite à des /p. 455/ bagarres entre les militants de cette organisation et ceux de l’UPS. Cette manifestation a été présentée de la manière suivante par la presse officielle :

À l’occasion de la mort d’Amilcar Cabral, secrétaire général du PAIGC, les étudiants ont demandé l’autorisation de tenir un meeting de protestation. Le gouvernement a trouvé cela normal et a accordé l’autorisation. Mais en réalité, peu de choses ont été dites sur le leader du PAIGC. La plupart du temps, les étudiants n’ont parlé que de politique, chaque union nationale injuriant son gouvernement. Le fait grave c’est que les contestataires ont interdit à un étudiant qui n’avait pas la même opinion qu’eux de prendre la parole et l’ont menacé. En outre, avant de se séparer, ils ont décidé, sans demander l’autorisation, de tenir, le 26 janvier à 21 heures, une réunion en vue de créer une association. (...) Donc le 26 janvier, les étudiants contestataires ont voulu tenir la réunion et ont commencé par un rassemblement auquel les étudiants de l’UPS ont décidé de participer activement pour faire échouer cette tentative de provocation. C’est à ce moment-là qu’il y a eu un début de bagarre. Les forces de police interviennent et dispersent les étudiants (...) par la suite les contestataires se sont constitués en commandos de dix, parfois de vingt, pour aller attaquer dans les chambres et dans les salles de cours en présence des professeurs ceux qui ne partageaient pas leurs points de vue (Le Soleil, 3 février 1973 :3).

De 1971 à 1974 certains radicaux étudiants et élèves se manifestent par des incendies d’établissements scolaires, la rédaction et la distribution de tracts jugés subversifs par l’État Une vague d’arrestations d’élèves, d’étudiants et d’enseignants est alors notée. *Des groupes de soutien aux victimes de la répression* au Sénégal dénoncent les atteintes aux droits de l’Homme (*Le Monde*, 22 octobre 1975). Pour désamorcer cette situation, l’amnistie politique est décidée en 1974. Le Président Senghor autorise ensuite la création du Parti Démocratique Sénégalais (PDS) qui se définit au départ comme “un parti de contribution”. Mais ces mesures n’arrêteront pas totalement l’activité des groupes clandestins, parmi lesquels se trouvaient des étudiants et d’anciens étudiants. En 1975 la police avait réussi à identifier et à arrêter plusieurs responsables politiques, la presse se mit alors à parler d’une *affaire Xarebi*. L’insatisfaction grandissante de la petite bourgeoisie urbaine pousse les enseignants et les étudiants à mettre sur pied des organisations prenant en charge leurs revendications. Le SUDES et l’UNAPES symbolisent ces tentatives. Ce fait explique à son tour la vigueur de la répression gouvernementale.

/p. 456/

Les mesures d’expulsion des établissements scolaires et universitaires désorganisent les étudiants. Les autorités ne tolèrent plus dans les facultés qu’un type d’association apparemment non politique, les amicales (cf. Diop 1975 ; Joop 1975). Ces dernières se développent en 1975 à partir de la faculté des Lettres, plus particulièrement du département des Lettres classiques, et de la faculté de Droit, parallèlement à la segmentation du mouvement. Les amicales ont joué un rôle non négligeable dans le processus de réorganisation du mouvement étudiant mais aussi dans la défense de leurs intérêts. Leur développement coïncide avec la restructuration du syndicalisme étudiant organisée par des mouvements politiques clandestins. On note d’ailleurs un processus similaire dans les syndicats enseignants consécutif à la dissolution du SES par le décret n° 73-279 du 28 mars 1973 (Paye 1978).

Au départ, leurs activités se limitaient à de simples manifestations culturelles (conférences, projections de film, représentations théâtrales). Une pression s’est exercée pour détourner les amicales de leurs orientations officielles et en faire des tribunes de propagande, comme l’expliquent certains dirigeants étudiants : “l’expérience de ces cadres a montré que détournés de leur ligne culturaliste, ils peuvent être de véritables structures de lutte contre ceux là même qui les ont instituées” (UDED s.d. : 5). Dans l’ensemble, la répression gouvernementale du début des années 1970 n’arrive pas à bloquer le processus de mise sur pied d’une organisation de défense des intérêts des étudiants du type de celles qui ont caractérisé la première décennie des indépendances. La gestion du syndicalisme étudiant repose sur des efforts visant à le contenir et à le dépolitiser. Elle est très nette à travers la réglementation relative aux étudiants élaborée après mai 1968.

Les contraintes d'un ouvrage collectif n'autorisent pas l'analyse exhaustive de l'éventail de ces tactiques, mais on peut retenir qu'à partir de 1968, l'État renforce les mesures de contrôle politique des étudiants en modifiant les textes législatifs et réglementaires relatifs à l'Université. Les mesures disciplinaires à l'égard des étudiants sont renforcées et leur représentation au sein des assemblées des facultés et de l'Université est supprimée. En 1971, un Conseil provisoire exerce les compétences de l'Assemblée de l'Université et de la commission de discipline instituée depuis octobre 1970. Les modalités d'exercice du pouvoir disciplinaire à l'égard des étudiants sont précisées.

L'esprit de ces textes¹⁹ est d'expulser les étudiants des centres de décision de l'Université et de contenir leurs revendications²⁰. C'est pourquoi l'État a veillé à une redéfinition des franchises universitaires en donnant un contenu beaucoup plus limitatif à la notion d'autonomie de police administrative de l'espace universitaire. En manipulant la notion /p. 457/ de franchises universitaires par l'augmentation des zones d'incertitude des textes législatifs et réglementaires, les pouvoirs publics permettent une intervention des forces de police au sein de l'espace universitaire en donnant au Recteur des pouvoirs importants au détriment des autres membres de l'Assemblée de l'Université.

Les luttes de factions au sein de la gauche rendent difficile la réorganisation du mouvement étudiant. En effet, les tentatives faites dès 1975 ne feront pas l'unanimité, les divergences concernant l'orientation à donner à l'Association. Certains étaient partisans de la création d'une "association anti-impérialiste et patriotique", alors que d'autres proposaient une "association démocratique et indépendante". Deux positions s'étaient dégagées concernant le processus de mise sur pied de l'organisation supra-nationale dont la construction était à l'ordre du jour. Une première défendait la structuration d'une telle organisation à partir des amicales, c'était celle de l'UES. Alors que pour l'AGES la réorganisation devait se faire à partir des unions nationales d'étudiants présentes sur le campus. Évidemment, se posait là le problème du leadership car chacune de ces positions masquait difficilement des audiences capitalisées dans chaque groupement. Ce débat a dominé les discussions au sein du *Comité d'Initiative pour la Réorganisation du Mouvement des Étudiants Sénégalais* (CIRMES).

L'opposition était nette entre les leaders qui formulaient des demandes et revendications nettement politiques et ceux qui se souciaient avant tout du changement qualitatif des conditions de travail et d'études des étudiants. L'ordre de priorité n'était pas le même. Une telle opposition que les étudiants définissaient comme celle entre la *ligne patriotique* et la *ligne alimentaire* était de nature idéologique. Elle opposait les militants des différentes factions issues du PAI aux militants maoïstes qui construisaient leur hégémonie au sein des organisations d'étudiants. Le débat était aussi tactique. Deux conceptions s'opposaient :

réorganisation du mouvement étudiant sur la base de la fusion des amicales, réorganisation du MED sur la base des unions nationales qui posait comme nécessité urgente en même temps comme préalable à la supra nationale de réorganiser le MES à travers une union nationale sénégalaise (UNAPES 1986 : 1)

La ligne patriotique était ainsi définie :

L'orientation anti-impérialiste patriotique est l'orientation de l'UNAPES, elle est sa pensée directrice. Par cette contestation et à travers elle, l'UNAPES est l'organisation de combat des étudiants sénégalais pour la défense de leurs intérêts matériels et moraux, en /p. 458/ l'occurrence la lutte contre leurs conditions actuelles de vie et d'études, la lutte contre l'intoxication idéologique multiforme qu'ils subissent, la lutte pour le rétablissement des libertés démocratiques et franchises universitaires (UNAPES 1980 : 3).

Les dirigeants de ce syndicat précisent ensuite :

Pour l'UNAPES en effet, l'école sénégalaise est fondamentalement anti-nationale, anti-démocratique et anti-populaire. L'analyse de cette triple caractéristique éclaire notre conception d'une école sénégalaise nouvelle car nationale, démocratique et populaire. Cette

¹⁹ Des contraintes de place ne nous permettent pas de présenter ces textes ou d'en donner une liste ; Nous renvoyons cependant le lecteur à deux sources : Université de Dakar (1913) et Sénégal / présidence (1917).

²⁰ Des réactions similaires sont notées dans d'autres pays africains, voir par exemple Bazaara (1990 : 1).

même analyse trace inéluctablement l'orientation de notre union, une orientation anti-impérialiste, patriotique (...) Ainsi notre option patriotique est plus que légitime car elle est la sève nourricière de nos aspirations à nous tous, le lien fondamental qui nous attache à notre peuple, exigeant son épanouissement dans un Sénégal indépendant, prospère et maître de sa destinée (UNAPES 1979 : 5).

Un second groupe d'étudiants défendait une thèse opposée :

Il faut s'atteler au développement des associations corporatives (amicales) dans les facultés et instituts. Il faut les renforcer, les réorienter et les fusionner. Ainsi les étudiants disposeront d'une vaste organisation unitaire qui pourra poser et résoudre leurs problèmes concrets. (...) Croire que les amicales sont inefficaces, assimiler la lutte dans le cadre des amicales au corporatisme ou au légalisme est une erreur grave de conséquences. De même, affirmer que la mise en place de l'AED a pour préalable l'existence d'une union nationale sénégalaise forte est erroné (UES 1978 :4).

Selon ce groupe,

pour rassembler toutes les forces intéressées par cette lutte pour gagner tous les étudiants à cette lutte, une seule condition : partir de leurs intérêts matériels et moraux et sur cette base soutenir leur lutte est un acte anti-impérialiste du point de vue du résultat. Ce qui fonde la justesse de cette ligne syndicale par rapport à la ligne dite anti-impérialiste ou patriotique c'est qu'elle permet la création de la seule condition d'un anti-impérialisme : le regroupement le plus large des étudiants et par suite leur participation la plus large à la lutte alors que le regroupement des étudiants sur des bases idéologiques écarte d'emblée une bonne partie des forces aptes à la lutte et par suite entrave la condition sans laquelle l'anti-impérialisme est /p. 459/ une phrase creuse (...) l'anti-impérialisme n'est pas le point de départ mais plutôt un résultat (UDED s.d. : 9)

Les divergences vont se cristalliser après la grève qui a commencé le 7 mars 1977 en faculté des Sciences en signe de protestation contre la décision gouvernementale obligeant les étudiants à signer un engagement de 15 ans à servir l'État avant l'octroi d'une bourse. Dès la levée du mot d'ordre, l'UES procède à une critique très sévère de la manière dont la grève a été menée (UES 1977). Pendant cette grève, les thèmes de l'unité et de la réorganisation du mouvement étudiant étaient pourtant à l'ordre du jour en raison de l'inexistence de syndicat fort sur le campus. Depuis la dissolution de l'UDES et de l'UED, la direction de l'AGES était dans la clandestinité, et l'UES, créée en 1976 n'était pas très bien structurée.

Le Manifeste pour une Association patriotique des Étudiants sénégalais a fait sur cette période, le constat suivant :

une analyse objective de notre part démontre que la carence essentielle de ce mouvement, la cause de l'échec, s'explique par la division du mouvement étudiant sénégalais. Cette division, due à l'existence de divergences profondes entre l'AGES et l'UES (qu'elles mêmes reconnaissent) a douloureusement affecté tous nos élans. Les deux organisations présentes sur le campus furent incapables, pour des raisons diverses, d'offrir à l'immense majorité des étudiants un cadre dynamique, éclairé et apte à inscrire leur lutte sur la voie du succès" (CIRMES 1979 : 5)

Dans leur déclaration du 9 janvier 1979, les étudiants du PAI reprochent à l'AGES d'avoir "engagé une stratégie et une tactique groupusculaires et dogmatiques en rupture avec la lutte ample et démocratique"²¹. S'agissant de l'UES, son rôle dans la grève de 1977 est dénoncé :

l'année 1977 a vu l'abandon par les étudiants des cadres de lutte établis et leur soulèvement spontané sur la base claire d'une plateforme revendicative en 12 points. Ce geste d'immaturité

²¹ Déclaration des étudiants du Parti de l'Indépendance, PAI Sénégal, janvier 1979 : 2-3.

sur le plan organisationnel de la part des étudiants accuse cependant l'UES, puisque c'est elle qui avait sérieusement la vocation d'organiser les étudiants sénégalais ²².

De telles accusations sont des indicateurs des divergences au sein du leadership étudiant. Les données disponibles de 1978 à nos jours permettent de mieux comprendre cette différenciation. Comme on le sait, un *Comité d'Initiative pour la Réorganisation du Mouvement étudiant* (CIRMES) a été élu le 5 novembre 1978 avec le mandat suivant :

/p. 460/

*élargir l'information sur l'édification d'une association des étudiants sénégalais en la portant dans tous les cadres où ils se retrouvaient ;
superviser les débats et la réflexion sur le mouvement étudiant sénégalais, le mouvement étudiant de l'Université de Dakar et l'orientation de l'association ;
convoquer une assemblée générale de l'association après la sortie d'un manifeste.*

Pour mener à bien l'information du public étudiant, favoriser le débat sur l'organisation, des structures furent créées pour rendre plus opérationnel le CIRMES : les Groupes d'Action pour la Réorganisation du Mouvement étudiant (GARMES), qui ne font pas d'ailleurs pas l'unanimité (UES 1978 : 5)

De ce débat instauré entre le CIRMES et les coordinateurs de GARMES est né, en mars 1979, le Manifeste pour une association patriotique des étudiants sénégalais. La réunion du 18 mars 1979 entre le CIRMES et les coordinateurs de GARMES débouche, le 23 mars 1979, sur une déclaration proclamant la naissance de l'Union Nationale patriotique des Étudiants Sénégalais, se définissant comme "anti-impérialiste et patriotique". Il faut noter que par le document intitulé "déclaration de l'Assemblée générale des Coordinateurs de GARMES pour l'assemblée générale constitutive de l'UNAPES", les étudiants favorables à la création de cette organisation ont décidé, avant la tenue du premier congrès de l'UNAPES de créer un Comité exécutif provisoire (CEP) comprenant les membres du CIRMES.

L'analyse de ce document et du rapport d'activité du CIRMES pour l'assemblée générale constitutive du 23 mars montre l'absence d'unanimité au sein du CIRMES au sujet de la création de l'UNAPES et surtout de son orientation. Ces divergences seront étalées au grand jour dans des tracts et au cours d'assemblées générales comme celle tenue le 21 décembre 1979 ²³. Un tract signé le 6 mars 1980 par le *noyau El Mansour* ²⁴ "dénonce les pratiques anti-démocratiques de sabotage et d'obstruction systématique du CEP et la tendance fausement baptisée patriotique de l'UNAPES". Ce groupe a alors voté "une motion de défiance et de rupture vis à vis de l'UNAPES", ce qui était l'aboutissement des conflits politiques liés au contrôle du leadership étudiant. La déclaration du *noyau El Mansour* est à l'origine de la création de l'Union Nationale Démocratique des Étudiants Sénégalais (UNDES). Ce fait montre que le mouvement a été secoué par les conflits politiques entre les différents courants de la gauche intellectuelle dont il fait partie.

/p. 461/

De telles segmentations s'observent d'abord au sein de l'AGES où, en 1976, des membres du PAI clandestin et des étudiants désignés comme étant le *Groupe de la Patte d'Oie* organisent une dissidence et créent l'UES. Le 16 mars 1980, on note la création de l'UNDES par des étudiants proches du PAI clandestin. Les étudiants de la Ligue Démocratique créent l'UDED le 4 juin 1980. Le *noyau El Mansour* et le *noyau Duel I Philo* organisent une dissidence avant le premier congrès de l'UNAPES. Toujours en 1980, après la consolidation de l'UNAPES, les dirigeants de l'AGES, très actifs dans le processus de réorganisation qui a mis sur pied ce syndicat, créent le Détachement Révolutionnaire des Étudiants sénégalais.

²² Cette déclaration masque difficilement l'éclatement de l'unité d'action de l'UES. cf. "Déclaration du CEP de l'UES. Mise au point sur la publication du prétendu CEP de l'UES" 25 janvier 1979.

²³ Voir par exemple, *Le Cartouchard, la Voix de l'UDED et Échos des Lettres*.

²⁴ Le *noyau El Mansour* était constitué d'un groupe d'étudiants résidant au pavillon universitaire situé près du cinéma El Mansour, dans le quartier populaire de Grand Dakar. Ce groupe faisait partie du courant jugé minoritaire du CEP.

Le processus qui débouche sur la création de l'UNAPES a été marqué par de nombreux conflits et scissions. À partir du premier congrès de l'UNAPES qui eut lieu les 22 et 24 mars 1980, les divergences entre étudiants vont s'accroître et déboucher sur la création d'organisations rivales recoupant plus ou moins les clivages du paysage politique sénégalais. C'est ainsi que le *Collectif* est créé. Des divergences²⁵ se sont exprimées dès le mois de mai 1980 entre les militants de l'UNAPES et les étudiants et élèves du PAI Sénégal au sujet du soutien à apporter aux enseignants du SUDES. Cette opposition constitue en quelque sorte, le prolongement de l'opposition à l'intérieur du SUDES entre les pro-soviétiques et les maoïstes.

L'UNAPES avait appelé ses militants à observer une demi-journée de grève en signe de solidarité avec les militants du SUDES qui devaient déclencher une grève d'avertissement le 13 mai 1980. Ce mot d'ordre avait été rejeté par d'autres groupes d'étudiants car il risquait, selon leur analyse, de donner au gouvernement le prétexte de dissoudre le SUDES. Les dirigeants de l'UNAPES, accusés à l'occasion "d'anarcho-syndicalisme et de gauchisme", justifiaient cette grève de la manière suivante dans une déclaration datant du 13 mai 1980 :

l'UNAPES, en tant qu'organisation patriotique, anti-impérialiste, travaille et travaillera toujours à l'unité du Mouvement élève et enseignant, fondée sur de justes principes et s'arroge, d'une manière indépendante et autonome, le droit de se prononcer sur toutes les questions internationales, nationales, en particulier sur l'École sénégalaise. C'est pourquoi, il nous appartient à nous étudiants, dans ce soutien apporté à la lutte du SUDES de prendre toutes nos responsabilités, de ne pas prêter le flanc à la provocation afin que les enseignants puissent atteindre leurs objectifs.

Après le débat provoqué par le soutien à apporter à la lutte des enseignants p. 462/, les étudiants du Rassemblement National Démocratique quittent l'UNAPES.

La fin des années 1970 coïncide avec l'influence grandissante des maoïstes chez les élèves et étudiants. Au sein du SUDES, ils ont tenté, sans succès, entre 1979 et 1980 de dresser les militants contre la direction du syndicat pour affaiblir la position du PAI et de la Ligue Démocratique²⁶. Plusieurs de leurs militants furent sanctionnés à cette occasion. Mais en 1982-83, l'UNAPES est en crise ouverte à cause de luttes de tendances au sein de sa direction. En 1983 certains dissidents convoquent une AG pour meure sur pied le Comité d'Initiative pour la réorganisation du mouvement étudiant et élève sénégalais (CIRMES).

La crise de l'UNAPES constitue la transition entre deux types d'organisations d'étudiants. La première, marquée par une orientation anti-impérialiste traduit l'expression, au sein du campus, des forces de gauche majoritaires dans ce secteur. Les thèmes dominants de la mobilisation sont nettement politiques. La crise de l'UNAPES coïncide avec des difficultés grandissantes du fonctionnement de l'institution universitaire, les thèmes de la mobilisation deviennent nettement moins politiques. Cependant, la proclamation de cet apolitisme, confrontée aux brutalités policières et aux menaces de chômage provoque une éthique de combat antigouvernementale.

Réorganisation et confrontation

Les divergences que nous venons de décrire n'empêchent pas les leaders étudiants de se retrouver dans des structures communes pour conduire des grèves assez longues. En 1984, ces structures étaient composées des unions nationales, des amicales et de la commission sociale. La grève de 1984 avait, par exemple, été dirigée par une structure de coordination des différentes factions, le *Comité de lutte*. En 1983, un *Comité de Lutte et de Réorganisation* avait été créé et placé sous le contrôle de l'UNAPES. Le débat entre les dirigeants étudiants tel qu'il apparaît à travers les tracts ou les organes d'expression montre que malgré les divisions de ce segment de la gauche, les stratégies

²⁵ Voir à ce sujet : UNAPES (1980) ; CE de l'Amicale de la faculté de droit "déclaration à propos du mot d'ordre de grève du 13 mai 1980" ; *Jappö ji*, 5 : 3 ; GOR (1980).

²⁶ cf. le ton particulièrement virulent contre le PAI et la Ligue démocratique du tract intitulé : "Pour une journée nationale d'action vigoureuse. Pour une radicalisation de la lutte du SUDES" décembre 1979).

gouvernementales visant à le domestiquer ont échoué. Les étudiants sont restés un groupe contestataire, rebelle à l'ordre senghorien et plus encore à celui de son successeur. Cette situation ne peut se comprendre que si on la replaça dans un contexte économique en crise très profonde qui accentua la dégradation de leur statut.

À cela s'ajoute la répression aveugle et musclée par laquelle le pouvoir politique gère les conflits étudiants. Les témoignages publiés sur la manière brutale dont les étudiants ont été traités par les forces de l'ordre entre 1984 et 1988 constituent un indicateur de l'ampleur de cette /p. 463/ répression. À ce sujet, l'intervention énergique de la police à la cité universitaire, le 22 janvier 1987 (*Wal Fadjri* 5 février 1987 : 1-11) suite à une grève déclenchée le même jour est difficile à gommer des mémoires des étudiants. Cette répression a été accentuée, à l'époque, par les contradictions au sein du gouvernement, opposant principalement Jean Collin, le secrétaire général du gouvernement et numéro deux du régime, à Iba Der Thiam, ministre de l'Éducation nationale.

Ce dernier était porteur d'une culture politique et syndicale et de valeurs en contradiction avec celles de la majorité du personnel politique au pouvoir. Il a tenté de constituer au sein du gouvernement un courant non inféodé à Jean Collin ou au Parti socialiste et revendiquant sa légitimité de la confiance du Président. Plusieurs hypothèses indiquent que ces incidents avaient pour but de fragiliser la position du ministre Thiam au sein du gouvernement. Leur objectif semblait être de provoquer un conflit particulièrement difficile à gérer et pouvant entraîner le départ du gouvernement d'un ministre qui n'acceptait pas de se soumettre à l'autorité végétante de celui qui semblait incarner au sein de l'État le rôle de surveillant de la règle néo-patrimoniale. Si le ministre Thiam a survécu à cette crise, ce fut pour une courte durée. En effet, ces événements ont servi de trame à des bouleversements importants et complexes de la vie politique entre 1987 et 1988 (grève des policiers, limogeage de personnalités politiques de premier plan) qui ont abouti à son départ du gouvernement en avril 1988.

Ces éléments montrent aussi que certains conflits sociaux ont été parasités et aggravés, à l'insu de leurs principaux acteurs, par des épreuves de force au sein du régime. En tout état de cause, ces incidents de janvier 1987 ont contribué à éloigner les étudiants de la classe dirigeante et de ses objectifs de pacification sociale tout en favorisant une mise en sourdine des clivages politiques et l'organisation de luttes de plus en plus radicales. Cependant, ils ne revêtent pas la brutalité sanglante de la répression de type zairois décrite par Bapuwa Muamba (1990).

Durant la réorganisation de la fin des années 1970, les groupes d'étudiants les plus actifs étaient divisés en plusieurs tendances politiques. Cette différenciation dont les racines sont anciennes a pesé sur tout le processus de réorganisation de 1978 à 1980. La nature très conflictuelle des rapports au sein de la gauche a été reproduite à l'Université par l'émergence de sous-groupes fortement politisés et s'identifiant à l'une ou l'autre des tendances du paysage politique. Durant les années 1970, à l'instar de l'opposition sénégalaise, le syndicalisme étudiant est traversé par un processus de fragmentation lié aux débats idéologiques et aux conflits de personnes qui accompagnent l'effondrement du PAI et les épreuves de force au sein de la gauche. La documentation produite par /p. 464/ les leaders étudiants reconnaît l'existence et les méfaits de cette fragmentation :

il y a une multitude d'organisations et de cadres (amicales, unions nationales, commission sociale) qui toutes prises séparément n'ont pas d'emprise réelle sur les étudiants d'où l'importance de la structure de concertation ²⁷.

Cette période est marquée par des contradictions idéologiques profondes que les théoriciens de l'UNAPES appellent les *luttés de ligne* (UNAPES 1986 : 6-8). Cette situation est ainsi présentée par les responsables étudiants :

le mouvement étudiant sénégalais a été durant les deux dernières décennies (70-80) la proie de certaines velléités politiques en succombant ainsi à une propagande de tendances sans précédent qui prenait ainsi le dessus sur les problèmes qui se posaient aux étudiants. Cette désorientation du mouvement syndical devait prendre fin avec la dissolution des unions nationales (CED 1991 : 23).

²⁷ Voir aussi UDED (s.d.) ; *Renaissance* (n.s.) Organe du mouvement des élèves et étudiants du PAI, 1 : 5-7.

Les efforts de réorganisation des années 1980 débouchent sur une centralisation accentuée à l'issue du Conseil général des délégués du 26 mai 1987 à la *salle Soweto* de la cité universitaire. Pour freiner le morcellement issu de la réorganisation de 1978, le Conseil général appelle les différentes unions nationales (UNAPES, UDED, UNDES) "à proclamer et à appliquer leur dissolution". Lors de la grève de janvier 1987, les étudiants créent la Coordination des Étudiants de Dakar (CED 1988). L'émergence de ce syndicat (CED 1988) fait suite à la fragmentation des syndicats étudiants, à l'effondrement de l'UNAPES minée par des contradictions internes et des scissions. Pour rendre la structure efficiente, ils organisent dans les facultés et au sein des quartiers des structures de relais : comités de lutte et comités de quartier (CED 1988). Les tentatives destinées à organiser en dehors de la cité universitaire des structures d'encadrement du mouvement pour pallier les problèmes organisationnels suscités par la fermeture des cités universitaires jalonnent l'histoire du mouvement étudiant. Cependant elles n'ont pas débouché sur des résultats satisfaisants. Le problème d'une coordination efficace ne fut pas résolu.

La structure de base de la CED est constituée par les assemblées générales des facultés. C'est au cours de ces assemblées que les décisions les plus importantes de la CED sont apparemment prises. Les assemblées constituent le cadre de propagande de la CED. Elles sont aussi, parfois, le lieu d'expression des affrontements politiques entre leaders étudiants. Cette double fonction leur donne une importance considérable. /p. 465/ C'est la raison pour laquelle la tactique gouvernementale consiste, en cas de grève, à isoler le leadership syndical de sa base (CED s.d.) en interdisant la tenue d'assemblées générales au sein des facultés. L'absence de structure intermédiaire entre la direction du syndicat et les assemblées générales fait que le gouvernement utilise parfois un autre moyen de pression pour affaiblir les mouvements de grève : la fermeture des résidences universitaires. L'absence de structures intermédiaires a un impact sur la gestion des crises. En raison de l'hégémonie des militants politiques sur les AG, les décisions prises dans ces lieux n'obéissent pas aux exigences de la règle démocratique. Les luttes de factions entre militants politiques rendent souvent difficile la gestion des crises. C'est ainsi qu'en 1984, des divergences politiques exprimées au sujet des modalités de réorganisation du mouvement étudiant ont entraîné des affrontements qui ont poussé certaines factions à "jouer" sur l'allongement de la grève pour démontrer l'incompétence de la direction du mouvement ou sa "capitulation". Dans certains cas, la levée du mot d'ordre de grève constitue pour ces factions politiques un enjeu important. Les groupes opposés à ceux qui dirigent le mouvement peuvent parfois avoir intérêt, à perturber la gestion de la grève. La levée du mot d'ordre de grève, intervenue le 15 mai 1984, n'a pas fait l'unanimité au sein du leadership comme le montrent les nombreuses accusations faites par la suite par certaines composantes de cette structure contre d'autres : "opportunistes et jusqu'au-boutistes, anarcho-syndicalistes et gauchistes", "collabos", "agents de la trilatérale". Ce débat a été ravivé au sujet de la représentation des étudiants au sein du Conseil d'Administration du COUD.

Ces luttes au sein de la direction du mouvement étudiant sont nettes dans la littérature produite par le *comité de lutte* en 1984²⁸. Cette situation a rendu plus lent et complexe le processus d'entente des diverses tendances du mouvement étudiant. Mais un contexte économique en dégradation pousse les segments les plus politisés à explorer les revendications qu'ils ont en commun et aussi leurs divergences.

Un autre fait est à souligner, qui concerne l'évolution de la structure des effectifs de l'Université. Selon les sources disponibles, en 1959-60, sur 1 012 étudiants inscrits, on notait 33 % de Sénégalais. Dix ans après, le pourcentage dépassait le stade des 50 %. En 1975-76, sur 7 312 inscrits, on avait 71,2 % de nationaux. En 1988-89, sur 14 833 inscrits, 12 871 étaient Sénégalais. La tendance notée est une baisse constante des étudiants non sénégalais qui doit être mise en rapport avec la fréquence des grèves et la création de structures universitaires dans d'autres pays africains.

Cette situation provoque une hégémonie sénégalaise dans le mouvement étudiant qui est de plus en plus informé par les enjeux politiques /p. 466/ locaux et favorise leur mobilisation à partir de problèmes spécifiquement sénégalais dont le moindre n'est pas celui des débouchés, un parasitage des

²⁸ Voir sur cette question : Amicale de la faculté des Lettres "Unité et lutte pour la satisfaction de nos revendications" s.d., 2 p. ; UDED "Un anniversaire dans la lutte" 5 juin 1984, 2 p. ; Comité de lutte (Faculté des Lettres) "Appel à tous les étudiants de l'Université de Dakar" 9 mai 1984 ; UNDES "Faire tout le bilan de la grève", Cartouchard, 5, août 1984 : 3-7 ; Étudiants en lutte "Université, situation et perspectives", 1984 ; Comité de lutte "Appel à tous les étudiants de l'Université de Dakar" 1984).

conflits par les compétitions politiques locales. Les thèmes du chômage et de la dégradation des conditions de vie et d'études sont toujours abordés lors des grèves. Les effets désastreux des politiques économiques facilitent la mobilisation des ressources extérieures à l'Université autour du thème du chômage. Pour les syndicats comme pour les partis politiques, l'Université est devenue un thème du débat politique. Ce débat montre, au sein de la gauche, un consensus relatif à l'analyse de la crise de l'Université. Parallèlement, les enjeux des conflits augmentent. On ne paralyse pas aussi longtemps et aussi fréquemment le fonctionnement de l'Université, comme on le constate au Sénégal de 1984 à 1992, si les enjeux n'avaient pas été importants.

La gestion des grèves pose cependant souvent des problèmes. La tactique gouvernementale du lâcher trop peu, et toujours à l'issue d'une épreuve de force, constitue un facteur d'allongement des crises. La manière dont les étudiants ont conduit la grève de 1988 qui a débouché sur une "année blanche", indique que des mutations s'opèrent au sein du mouvement étudiant par la création de conflits à dimension nationale. En s'arc-boutant sur leurs revendications et en acculant les pouvoirs publics, ils prennent leur revanche sur l'État. En agissant non sur les causes structurelles qui produisent de manière chronique l'affrontement avec les élèves et les étudiants par le recours à la répression, l'État s'est trouvé confronté à la crise politique la plus importante depuis 1980. L'irruption des jeunes dans la campagne électorale de février 1988 constitue à ce sujet un indicateur pertinent. Ils ont joué un rôle important dans la contestation du système politique et montré leur capacité de résister aux manœuvres gouvernementales destinées soit à les discréditer soit à les diviser.

À défaut d'avoir su établir des contacts prolongés avec la classe ouvrière, bien encadrée du reste par le parti au pouvoir ou avec les paysans, surtout après mai 1968, les syndicats étudiants ont eu des relations privilégiées avec les lycéens. Les élèves ont donné une apparence de force au mouvement étudiant en lui procurant une base géographique plus large. La centralisation du mouvement étudiant correspond à une meilleure organisation des élèves. La création de la Coordination des élèves du Sénégal date de la grève de janvier-février 1987 organisée par la CED. Auparavant dans les lycées existaient des foyers socio-éducatifs et les comités de lutte pour diriger les grèves. Les lycées sont un centre de contestation politique. Chaque lycée dispose d'une structure appelée comité exécutif comprenant des élèves élus par l'assemblée des délégués de chaque classe. Ce comité se charge de la direction du mouvement revendicatif. /p. 467/ Les représentants des différents comités exécutifs des lycées des régions forment des instances de lutte appelées coordination régionale et coordination nationale.

C'est probablement pour freiner une telle force que les responsables du parti au pouvoir ont organisé des groupes destinés à briser les grèves, particulièrement avec la création du *Comité de défense des intérêts scolaires*, favorisant ainsi une introduction prononcée de la violence au sein des établissements scolaires. Dès décembre 1990, le journal du parti au pouvoir, *Combat pour le Socialisme*, titrait "nouveau complot contre l'école" et accusait les responsables de la Coordination Régionale des Élèves de Dakar (CRED) d'être corrompus par les responsables des partis d'opposition, présentés comme les responsables des grèves (*Combat pour le Socialisme* décembre 1990 : 1). Dans la même période, le journal *Le Soleil*, organe officiel du gouvernement, se faisait l'écho des propos de Babacar Sine, à l'époque membre du comité exécutif du Parti socialiste, selon lesquels les grèves qui perturbaient les établissements scolaires étaient "une pièce mineure d'une architecture bien conçue à l'avance" qui serait l'œuvre de "forces obscures" (*Le Soleil*, 24-25 février 1990 : 1). Les affrontements notés au sein des établissements scolaires en 1991 sont un résultat de cette tentative de reprise en main par le parti au pouvoir (cf. *Wal Fadjri*, 11 janvier et 15 février 1991 ; *Le Soleil*, 22 janvier 1991).

Les leaders lycéens qui se recrutent surtout au sein des "notables" de ces établissements scolaires (élèves des premières et terminales) deviendront, dans certains cas, des dirigeants du mouvement étudiant. Leurs relations privilégiées avec les étudiants favorisent une solidarité dominée par l'angoisse du chômage. La promotion dans les lycées de jeunes enseignants issus, dans certains cas, du syndicalisme étudiant a joué un rôle non négligeable dans la diffusion des idées de gauche qui ont exercé une influence sur les élèves. Pour la plupart des élèves, le statut d'étudiant qui était prestigieux comportait un aspect prononcé de dissidence. Le comportement revendicatif était offert en modèle à toute une classe d'âge ; Ce fait a été accentué par le manque de prise de l'État sur la jeunesse. L'échec des tentatives de récupérer, au bénéfice du système politique, les organisations de jeunesse est une des caractéristiques de l'État néo-colonial. La domestication du syndicalisme étudiant constituait un enjeu

secondaire par rapport à celui relatif à l'administration des populations rurales et de la classe ouvrière grâce aux réseaux maraboutiques, aux organismes d'encadrement du monde rural et au syndicalisme intégré au système politique.

L'État a tenté d'isoler les étudiants des autres groupes. Cette volonté s'accompagnait d'une politique de restriction des libertés universitaires, /p. 468/ surtout après mai 1968. Le contrôle du mouvement étudiant reposait sur la coercition et une politique d'apaisement de leurs revendications grâce aux aides sociales. L'État a réussi à coopter certains dirigeants du mouvement étudiant mais les leaders qui ont accepté ce jeu ont perdu la base morale indispensable à toute autorité. L'échec²⁹ des tentatives de corruption³⁰ de certains dirigeants de la coordination des élèves du Sénégal en 1988 est largement dû aux capacités des élèves à mobiliser des informations, à assurer une direction collégiale large et diffuse et à recourir constamment à la sanction de la base³¹

Dans le contexte des élections tumultueuses de février 1988, les étudiants ont réussi à mobiliser leurs militants autour de mots d'ordre axés principalement sur les conditions matérielles et pédagogiques des études. La plate-forme revendicative datée du 19 avril 1988 signée par la Coordination des étudiants insiste particulièrement sur la doléance (cf. Sénégal / CES 1968] qui est à l'origine de l'instabilité structurelle de l'Université : l'emploi³². Le chômage des diplômés de l'enseignement supérieur (DES) constitue un important thème du débat politique. En élaborant ces revendications, les responsables de la Coordination des étudiants ont réussi à durcir la grève par l'intégration des segments jusque là difficiles à mobiliser dans des mouvements de contestation de longue durée comme les étudiants en médecine.

Malgré la vigueur des actions entreprises pour le résorber, et qui ont mis à contribution le secteur privé et le secteur public (Sénégal / Direction de l'Emploi 1985) le chômage des DES est resté préoccupant. Dans son étude magistrale sur l'enseignement, le Conseil économique (1980) attirait l'attention du gouvernement sur l'acuité de ce problème :

où se dirigeront en effet les nombreux juristes et économistes récemment formés et, à fortiori les nouveaux, compte tenu, d'une part, de la supériorité des formations concurrentes (ENAM et division tertiaire de l'IUT), et de la raréfaction des débouchés dans le secteur public ? Celui-ci est déjà saturé comme le secteur privé, où le "créneau" ouvert par la sénégalisation des cadres tend à se fermer rapidement. Dans tous les cas, le nombre élevé des diplômés délivrés dans certaines disciplines fait courir un risque de dévalorisation des diplômes et de déclassement social (Sénégal/CES 1980 : 39).

L'insatisfaction née de cette situation, combinée avec le renouveau islamique de la fin des années 1970 et l'affaiblissement des idéologies laïques constituent une des clefs de l'explication de l'émergence d'un mouvement islamique à l'Université. Les essais d'organisation des étudiants musulmans sont anciens à l'Université de Dakar (Timéra 1986 : 32) /p. 469/, mais, récemment, on a assisté à leur consolidation. Depuis l'année universitaire 1975-76, une association des étudiants mourides existe sur le campus (Sy 1984). Par la suite, différents groupes se sont organisés sur la base de l'appartenance confrérique. Parallèlement, un courant islamique apparemment non contrôlé par les confréries religieuses a pris de l'épaisseur : il s'agit de l'*Association des Étudiants Musulmans de l'Université de Dakar*. Elle a mené diverses activités : publication d'un journal, restauration des étudiants qui jeûnent pendant la période du Ramadan, transport des étudiants pour la prière du Vendredi, construction d'une mosquée sur le campus, séances de récitation du Coran. S'agissant de ce dernier point, Samba Sy notait :

En juin 1984, des séances systématiques de récitation du Coran suivie de traduction et de commentaires ont été organisées pendant le mois de Ramadan. En toute justice, il faut reconnaître que celles-ci ont été très suivies (Sy 1984 : 75-76).

²⁹ *Le Cafard Libéré*, 37 et 38, juin 1988.

³⁰ *Le Cafard libéré*, 39, juillet 1988.

³¹ *Ibid.* : 4.

³² CED (avril 1988) ; CED (septembre 1988).

Ces mouvements islamiques ne sont cependant pas parvenus à s'imposer comme la force la plus capable de mobiliser les étudiants. Leurs résultats sont comparables à ceux obtenus au sein de la société par les groupes dits "intégristes". D'une part, ils ne sont pas arrivés à pulvériser le système de contrôle maraboutique et confrérique largement arrimé à la logique étatique. D'autre part, ils n'ont pas réussi à concurrencer avec efficacité les mouvements "d'indocilité" fondés sur les idéologies laïques.

Conclusion

Notre étude confirme, dans une certaine mesure, l'analyse de R. Fatton (1988) sur la nature des États africains. Le projet hégémonique de la classe dirigeante n'a pu être mis en œuvre qu'en s'appuyant sur la règle néo-patrimoniale. L'État n'est cependant pas devenu un État intégral même s'il a réussi à coopter certains éléments de la gauche qui contestaient la légitimité de la classe dirigeante. Le processus de marginalisation croissante de l'État est repérable dans les mouvements sociaux que Bayart (1983) désigne comme étant "la revanche des sociétés africaines". Nous n'irons cependant pas jusqu'à dire, comme le soutient Mbembe, que de tels comportements traduisent "une revanche du paganisme" (1988 :22) sur les formalités mises en place depuis l'indépendance dans les pays africains.

L'analyse des relations entre la classe dirigeante et l'opposition montre que la première n'a pas été capable d'imposer de manière durable son leadership moral et intellectuel sur le reste de la société. Le déficit de légitimité de la classe dirigeante est repérable dans le fait qu'elle n'a jamais réussi à obtenir l'obéissance des segments qui composent /p. 470/ l'intelligentsia de la société sans l'usage de la force. Les rapports entre l'État et les étudiants constituent un exemple des difficultés de la classe dirigeante à réaliser son projet politique. Cependant, le syndicalisme étudiant se trouve placé à moment décisif de son histoire. La dégradation de l'institution universitaire est telle que son ajustement est aujourd'hui à l'ordre du jour. C'est ainsi que des pressions de plus en plus fortes sont exercées sur le gouvernement par les bailleurs de fonds et leur "électorat technocratique" indigène, remettant en cause la logique des arbitrages budgétaires effectués en faveur de l'enseignement supérieur. Ces pressions font suite à l'identification des contraintes structurelles, particulièrement financières, qui pèsent sur le fonctionnement de l'Université. Pour les modifier profondément, des mesures d'austérité relativement sévères sont proposées en filigrane, parmi lesquelles le durcissement des conditions d'entrée à l'Université et la diminution des subventions et autres dépenses de soutien aux étudiants.

Le principe qui est à la base de ces demandes est de changer l'option qui, en dépit de l'ajustement structurel, a relativement protégé les dépenses consacrées à l'enseignement supérieur si on les compare, par exemple, à celles destinées à la santé ou aux autres paliers de l'éducation nationale. Face aux exigences des bailleurs de fonds, le gouvernement a proposé une concertation nationale sur l'Université (*Le Soleil* 13 avril 1992) et désigné un modérateur. Un des enjeux de cette réforme qui se dégage en pointillé du rapport de la Banque Mondiale sur l'Université de Dakar est la réduction de l'efficacité relative du syndicalisme étudiant. D'ailleurs, l'observation des conditions de mise en œuvre des décisions faisant partie du paquet des mesures d'ajustement structurel dans les autres secteurs de la vie nationale montre que la fragmentation des syndicats, en somme l'atomicité politique des forces "d'indocilité", constitue une des conditions de mise en œuvre des PAS. Tout le problème est alors de savoir si le gouvernement a les moyens politiques d'empêcher la paralysie des mesures envisagées, particulièrement celles qui concernent les aspects qui ont occupé une place primordiale dans la hiérarchie des revendications des étudiants durant les années 1980.

Les étudiants ont joué un rôle important dans la construction du projet contre-hégémonique de la gauche. Contestant en permanence le leadership de la classe dirigeante, ils n'ont pas été capturés par l'État. Les succès obtenus par la classe dirigeante dans le monde ouvrier se sont traduits par la mise en place d'un syndicat intégré au parti au pouvoir et contrôlant la majorité des travailleurs par un système assez complexe que nous avons décrit dans un autre cadre (Diop & Diouf 1990).

Les étudiants font partie des groupes radicaux qui ont voulu parler au nom de la société mais force est de constater qu'ils ont été isolés des /p. 471/ autres groupes sociaux, notamment des ouvriers et des paysans, surtout après mai 1968. Le mouvement étudiant a agi beaucoup plus en marge de ces forces sociales qu'en conjonction avec elles. L'intelligentsia urbaine a bénéficié des initiatives et activités des étudiants, notamment dans les demandes pour la démocratisation du système politique. Les relations entre étudiants et enseignants ont été privilégiées. Les luttes des syndicats d'enseignants de la fin des

années 1970, prenant en charge les problèmes de l'École dans son ensemble sont menées, essentiellement, par d'anciens étudiants issus de mai 1968 dans un contexte caractérisé par la recomposition sociologique des syndicats d'enseignants. Ces luttes débouchent sur la tenue des États Généraux de l'Éducation et de la Formation (EGEF) et une remise en cause de l'École telle qu'elle a été conçue et mise en œuvre depuis l'indépendance. Pourtant, le radicalisme du syndicalisme enseignant cache mal les divergences idéologiques au sein de la gauche particulièrement vivaces à l'époque. Ces divergences ont été nettes au sein des étudiants et ont rendu particulièrement difficile la réorganisation de la fin des années 1970 qui voit l'émergence d'un syndicat qui a marqué les mémoires des étudiants de l'époque : l'UNAPES.

L'absence de traditions de débats démocratiques aussi bien au sein de l'opposition qu'entre la classe dirigeante et la gauche a créé un climat politique qui explique la vigueur des activités de propagande et le manque d'enthousiasme des différentes factions à coopérer. La répression qui s'accroît depuis 1968 a favorisé l'émergence d'un leadership décidé et qui abandonne progressivement la ligne anti-impérialiste explicite et les mythologies révolutionnaires traditionnelles pour s'engager dans des luttes beaucoup plus collées aux réalités (améliorations des conditions de vie et d'études). Depuis l'indépendance, on note cependant une constante du syndicalisme étudiant : la conscience que les étudiants ont de leur force a entraîné les activistes à vouloir influencer la conduite des affaires du pays.

La construction de l'État post-colonial a été marquée par une vague de grèves scolaires et universitaires culminant en mai 1968. C'est pourquoi, à partir de cette période, l'État renforce les dispositifs de contrôle et de répression des syndicats par la dissolution de l'Union Nationale des Travailleurs du Sénégal (UNTS), de l'Union des Étudiants de Dakar (UED), de l'Union Démocratique des Étudiants Sénégalais (UDES), et du Syndicat des Enseignants du Sénégal (SES). Un syndicalisme intégré au système politique est mis en place avec la création de la Confédération Nationale des Travailleurs du Sénégal (CNTS).

Cette situation correspond à des difficultés structurelles de l'économie se manifestant, entre autres, par la baisse sévère de la production /p. 472/ agricole, devenue facteur d'inquiétude pour le gouvernement et les huiliers (Sénégal / CES 1976 : 44-48). Malgré la vigueur des mesures destinées à disloquer le projet contre-hégémonique dont ils étaient porteurs, les étudiants ont réussi à survivre à la répression étatique. Leurs contestations radicales ont cependant une portée limitée, les étudiants étant captifs de leur statut transitoire et aussi de l'illusion qui les caractérise selon M. Mamdani (cité par Asowa-Okwe s.d. : 6), "celle de croire qu'ils peuvent à eux seuls transformer la société". Pour ce qui est de leurs rapports avec les autres segments de la jeunesse, Ousmane B. Diop (1982 : 87-89) les a bien caractérisés : "c'est toujours l'étudiant qui parle au nom de tous les jeunes... l'étudiant n'exclut pas le non-étudiant mais lui interdit de prendre la parole ou tout au moins de la lui prendre". Cela explique l'inexistence d'un espace politique commun³³ dans lequel ils pourraient s'agglutiner pour contester l'ordre politique.

Les jeunes du sous-prolétariat des villes frappés aujourd'hui par une misère sans précédent, face aux comportements ostentatoires des groupes aisés se manifestent par des actions particulièrement violentes (Diop & Diouf 1990) dont le point culminant a été illustré par les massacres constatés en avril 1989 pendant la crise sénégal-mauritanienne. Cette violence non contrôlée parce que contournant l'espace des partis politiques est le produit des déchirures du tissu social. À travers elle, des acteurs indésirables et longtemps marginalisés prennent par la force ou détruisent les biens auxquels l'accès leur est interdit.

En dépit de la turbulence de l'activisme étudiant, on peut se demander si la jeunesse, dans son ensemble, n'est pas restée apathique à sa propagande. La faiblesse apparente de l'implication des jeunes dans les partis politiques en dehors des périodes électorales montre les difficultés des partis de gauche à élaborer des discours et stratégies autres qu'avant-gardistes et réservés à "une minorité savante". La percée relative du Parti Démocratique Sénégalais dans les milieux populaires s'explique, en dehors du charisme de son leader, par son refus d'insérer son action dans la seule logique par laquelle l'élite occidentalisée a maintenu les signifiants de sa "supériorité". Les difficultés des

³³ Lors des émeutes post-électorales de février 1988, ils ont joué un rôle de catalyseur et d'entraînement de certaines forces non organisées, créant ainsi un mouvement social de grande ampleur que l'État a eu beaucoup de mal à gérer, mais de telles actions combinées sont, à vrai dire, assez exceptionnelles.

organisations politiques et syndicales à organiser les jeunes chômeurs urbains et ruraux sont une donnée massive de la politique sénégalaise. Elles traduisent le refus, pour ces fractions de la jeunesse, de se soumettre, sans réticence, aux jugements de l'avant-garde. Les mécanismes complexes par lesquels l'État arrive à coopter certains opposants, particulièrement d'anciens étudiants ou enseignants "révolutionnaires" favorisent le discrédit des hommes politiques et réduisent, aux yeux des populations, aujourd'hui désarmées politiquement et idéologiquement, les enjeux des luttes de factions entre les élites à la participation à "l'économie du ventre".

/p. 475/

Bibliographie

- Abdalla, Ahmed 1985 — *The Student Movement and National Politics in Egypt*, London, Al Saqi, 285 p.
- AGES 1972 — "Le bilan de l'expérience, la situation annuelle, notre tâche d'organisation", Conseil général du 25 mai.
- Amicale de la Faculté des Lettres 1986 — "Jalons autour d'une plate-forme", Dakar, 11 p.
- Asowa Okwe, C. s.d. — "Le mouvement étudiant et les luttes pour la démocratie dans le Kenya néo-colonial", proposition de recherche au Codesria, s.d., 20 p.
- Bailleul, André 1984 — "L'Université de Dakar : institutions et fonctionnement (1950-1984)", Université de Dakar, [Thèse de doctorat d'État de droit], juillet, 436 p.
- Banque Mondiale, 1992, "Revitalisation de l'enseignement supérieur au Sénégal : les enjeux de la réforme", Washington, Mars, 64 p.
- Bathily, Abdoulaye 1986 — "L'Union Démocratique Sénégalaise (UDS), section sénégalaise du RDA, contexte politique et base sociale de ses activités (1946-1955)", Communication à l'occasion du 40^{ème} anniversaire du RDA, Yamoussoukro (Côte d'Ivoire), 16 au 25 octobre, 30 p.
- Bathily, A., Diouf, M. et Mbodj, M. 1990 — "Le mouvement étudiant sénégalais, des origines à 1989", document présenté dans le cadre du projet du Codesria : "Social Movments, Social Transformation and the Democratisation of Development in Africa", Dakar, février, 74 p.
- Bazaara, Nyangabyaki 1990 — "The struggle for Democracy at Makerere University 1986-1989 : an Assessment", Communication au colloque du Codesria sur Liberté académique, Recherche et responsabilité sociale de l'intellectuel en Afrique. Kampala 26-29 novembre, 19 p.
- Bayart, J.F. 1983 — "La revanche des sociétés africaines", *Politique africaine*, I : 95-128.
- Bianchini, Pascal 1988 — "Crises et réformes du système d'enseignement sénégalais (1968-1986) : contribution à une sociologie politique de l'éducation en Afrique noire", Bordeaux, IEP, Thèse de 3^e cycle, 2 tomes.
- Boltanski, Luc 1980 — "Croissance universitaire et montée des cadres en France (1960-1975)", *Sociologie et Sociétés*, XII, I : 67-100.
- Bourdieu, Pierre 1984 — *Homo Academicus*, Paris, Minuit.
- CE de l'Amicale de la Faculté de droit 1980 — "Déclaration à propos du mot d'ordre de grève du 13 mai 1980".
- Copans, Jean 1989 — "La crise de l'Afrique noire au miroir des études africanistes", Communication au colloque commémorant le cinquantenaire de l'IFAN, Dakar, 27 février-3 mars Extraits repris in "La crise de l'africanisme africain", in Jean Copans 1990 : 317-326.
- Copans, Jean 1990 — "La formation et la déformation des classes ouvrières africaines : sur l'orientation de quelques recherches récentes", *Le Mouvement Social*, 151 : 39-52.
- Copans, Jean 1990 — *La longue marche de la modernité africaine*, Paris, Karthala, 406 p.
- Conseil général des délégués étudiants de l'Université Cheikh Anta Diop 1987 — "Résolution générale", mai, 2 p.
- Coordination des Étudiants de Dakar 1988 — "Extraits du bilan de la grève de janvier 1987", Dakar, 5 février, 8 p.
- Coordination des Étudiants de Dakar 1988 — "Après le virage, maintenir le cap", Dakar, 19 avril.
- Coordination des Étudiants de Dakar 1988 — "Procès verbal des négociations entre le ministre de l'enseignement supérieur et la CED", Dakar, 1^{er} septembre, 23 p.
- Coordination des Étudiants de Dakar — s.d. "Bilan de la grève de 1988".
- Coordination des Étudiants de Dakar 1991 — "Mémoire", Dakar, 24 p.
- CIRMBS 1979 — "Rapport d'activités du CIRMES pour l'assemblée générale constitutive du /p. 476/ 23 mars", Dakar, avril, 9 p.
- CIRMES 1979 — Manifeste pour une Association Patriotique des Étudiants sénégalais", mars, 18 p.
- Dia, Matar 1985 — *De Senghor à Abdou Diouf ou l'évolution du Parti socialiste du BDS au renouveau actuel*, Tivaouane (Sénégal), 19 janvier, 218 p.

- Diallo, Kalidou 1986 — “Syndicat unique de l’enseignement laïc du Sénégal(SUEL). Contribution à l’étude du mouvement syndical à la veille et au début des indépendances”, Université de Dakar, FLSH, [mémoire de maîtrise d’histoire], 65 p.
- Diané, Charles 1990 — *La FEANF et les grandes heures du mouvement syndical étudiant noir*, Paris, Otaka, 190 p.
- Dieng, Amady Aly 1985 — *Le marxisme et l’Afrique noire : bilan d’un débat sur l’universalité du marxisme*, Paris, Nubia, 146 p.
- Diop, Ousmane Blondin 1982 — *Les Héritiers d’une Indépendance*, Dakar, NEA, 108 p.
- Diop, Momar-Coumba & Diouf, Mamadou 1990 — *Le Sénégal sous Abdou Diouf : État et Société*, Paris, Karthala, 438 p.
- Diop, Taïfour 1975 — “Pour un climat sain à l’Université de Dakar”, Agora : I.
- Étudiants et élèves du PAI Sénégal 1980 — “Halte à la surenchère spectaculaire et aux manœuvres de liquidation”, 10 mai ;
- Fatton, Robert 1985 — “Organic crisis, organic intellectuals and the senegalese passive revolution”, Paper prepared for presentation at the 28th annual meeting of the American Studies Association, New Orleans, Louisiana, 23-26 november, 48 p,
- Fatton, Robert 1988 — “Bringing the ruling class back in : Class, State and Hegemony in Africa”, *Comparative Politics*, April : 253-264.
- Groupe Ouvrier Révolutionnaire (GOR) 1980 — “La récente mobilisation des élèves et étudiants : un prélude aux grands affrontements sociaux”, 24 janvier.
- Hesseling, Gerti 1985 — *Histoire politique du Sénégal*, Paris, Karthala, 437 p.
- Hirji, Karim 1990 — “Les études universitaires et les relations”, *Bulletin du Codesria*, I : 9-15.
- Jappöo ji*, [Organe d’informations de la faculté des sciences juridiques et économiques], no. 5 :3, “4 heures d’hypocrisie” ;
- Joop, Buba — “La prolifération des amicales : Psychodrame ou fruit d’une réflexion mûre” Agora : I & II
- Le Brun, Olivier 1979 — “Education and class conflict” in Rita Cruise O’Brien (ed.), *The Political Economy of Underdevelopment : Dependence in Senegal*, Beverly Hills, Sage Publications.
- Lo Magatte 1987 — *Syndicalisme et participation responsable*, Paris, L’Harmattan, 151 p.
- Ly, Abdoulaye 1979 — “Pour l’unité du mouvement patriotique. Quelques aspects méconnus de l’évolution politique et syndicale au Sénégal de 1966 à 1970”, *Andë Sopi*, 28, septembre : 4-5 et 8.
- Mamdani, Mahmood 1990 — “Les mouvements sociaux, les mutations sociales et la lutte pour la démocratie en Afrique”, *Bulletin du Codesria*, 3.
- Mamdani, M., Mkandawire, T., Dia-Wamba, W. 1988 — “Mouvements sociaux, mutations sociales et lutte pour la démocratie en Afrique”, *Document de travail du Codesria 1/88*, 26 p.
- Mandaza, Ibbo 1986 — “Introduction : The Political Economy of Transition” in Ibbo Mandaza (ed.), *Zimbabwe, The Political Economy of Transition 1980-1986*, Codesria, 430 p.
- Mbembe, Achille 1988 — *Afriques indociles : Christianisme, pouvoir et État en société postcoloniale*, Paris, Karthala, 222 p.
- Muamba, Bapuwa 1990 — “Zaïre : Pourquoi ce bain de sang dans les campus ? ”, Communication au colloque du Codesria sur liberté académique, recherche et responsabilité sociale de l’Intellectuel en Afrique. Kampala, 26-29 novembre, 18 p.
- Ndiaye P., Prinz M. et A. Tine 1990 — *Visages publics du Sénégal*, Paris, L’Harmattan.
- /p. 477/
- Paye, Moussa 1978 — “Évolution du syndicalisme au Sénégal depuis 1968”, Dakar, mémoire de fin d’études du CESTI 50 p.
- Orivel, François 1988 — “Coûts, financements et efficacité des Universités de l’Afrique sub-saharienne francophone”, *Documents de travail de l’IDE*, Banque Mondiale, Washington, D.C., 29 p.
- Peter, Chris et Mvungi, Sengondo 1986 “The State and the Student Struggles” in Issa Shivji (ed.), *The State and the Working People in Tanzania*, Dakar, Codesria : 155-194.
- Petras, James 1990 — “La métamorphose des intellectuels latino-américains”, *Bulletin du Codesria*, 15-8.
- Renaissance (n. s.) [Organe des élèves et étudiants du PAI], 1.
- Sénégal (République du) Conseil Économique et Social 1968 — “Les problèmes de l’emploi des diplômés de l’Université”, Dakar, nov., XIV-75 p.
- Sénégal (République du) Conseil Économique et Social 1976 — “Étude sur les mécanismes de réajustement des prix et des salaires : périodicité et niveau des réajustements”, Dakar, multigr.
- Sénégal (République du) Conseil Économique et Social 1980 — “Étude sur l’enseignement en général ; l’enseignement technique et professionnel en particulier”, Dakar, 172 p.
- Sénégal (République du) Conseil Économique et Social 1981 — “Étude sur la promotion des Petites et Moyennes Entreprises”, 2^e session ordinaire de l’année, 72 p. multigr.

- Sénégal (République du) Commission Nationale de Réforme de l'Éducation et de la Formation 1984 — "Rapport général. Annexe. Tome I, 140 p. multigr.
- Sénégal (République du) Direction de l'Emploi 1985 — "L'insertion des diplômés d'Études supérieures dans la vie active (1980-1984) Bilan descriptif", Dakar, 38 p.
- Sénégal (République du) Présidence de la République 1977 — *Répertoire des textes législatifs et réglementaires*, Dakar, NEA.
- Sénégal (République du) Ministère du Plan et de la Coopération 1989 — "Plan d'orientation pour le développement économique et social 1989-1995", Dakar, octobre.
- Shivji, Issa 1989 — "Les embûches de la réflexion sur la démocratie", *Bulletin du Codesria*, 2-3, 12-13.
- Sy, Samba 1984 "Les étudiants mourides à l'Université. Essai sur l'association des étudiants mourides", Université de Dakar, FLSH, mémoire de maîtrise, 82 p.
- Thioub, I. 1990 — "Le mouvement étudiant de Dakar et la vie politique sénégalaise, la marche vers la crise de mai-juin 1968", Dakar, 20 p. multigr. n.p.
- Timéra, Mahamat 1986 — "Jeunesse urbaine et renouveau religieux au Sénégal", Rapport de recherche [DEA d'anthropologie], 61 p.
- UDED s.d. — "Document sur la réorganisation actuelle du mouvement étudiant de Dakar dans le contexte de crise du système néo-colonial", s.d., 9 p.
- UED 1966 — "Le mouvement du 28 février, signification et perspectives", Dakar, 13 p.
- UED 1966 — "Mémoire sur les événements de l'Université de Dakar", Dakar, 11 mars, 8 p.
- UES 1977 — "À la mémoire de tous ceux qui ont payé de leur vie dans le combat pour une école démocratique dans un Sénégal meilleur", 26 mai, 5 p.
- UES 1978 — "Sur la situation à l'Université de Dakar, Dakar", décembre, 6 p.
- UNAPES 1980 — "Communiqué final du premier congrès de l'UNAPES", Dakar, 24 mars, 5 p.
- UNAPES 1980 — "Soutenons la juste lutte des enseignants", 12 mai.
- UNAPES 1986 — "Document préparatoire du troisième congrès", Dakar, janvier, 28 p.
- UNAPES 1986 — "Note introductive au 3^e congrès", Dakar, janvier : 6-8.
- UNAPES s.d. — "Bref aperçu sur la situation de notre pays", 15 p. multigr.
- Université de Dakar 1973 — "Textes relatifs à l'organisation et au statut de l'Université de Dakar", Dakar, GIA, 285 p.